



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2016

DALET S.A.
Société Anonyme au capital de 7.187.360 €
Siège social : 16, rue Rivay – 92300 Levallois-Perret

378 017 016 RCS Nanterre

Sommaire

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2016.....	5
1. BILAN.....	5
2. COMPTE DE RESULTAT.....	6
3. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX.....	7
3.1. NATURE ET DESCRIPTION DE L'ACTIVITE.....	7
3.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7
3.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	7
3.4. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	7
NOTE 1 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	12
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	13
NOTE 3 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES.....	13
NOTE 4 : STOCKS.....	15
NOTE 5 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.....	15
NOTE 6 : AUTRES CREANCES.....	16
NOTE 7 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.....	16
NOTE 8 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	17
NOTE 9 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES.....	20
NOTE 10 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES.....	21
NOTE 11 : DETTES FISCALES ET SOCIALES.....	21
NOTE 12 : AUTRES DETTES.....	22
NOTE 13 : CHIFFRE D'AFFAIRES.....	22
NOTE 14 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION.....	23
NOTE 15 : ACHATS ET VARIATION DE STOCKS.....	23
NOTE 16 : AUTRES CHARGES EXTERNES.....	24
NOTE 17 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS.....	25
NOTE 18 : RESULTAT FINANCIER.....	25
NOTE 19 : RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	26
NOTE 20 : IMPOT SUR LES SOCIETES.....	27
NOTE 21 : AUTRES INFORMATIONS.....	27
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS.....	33
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016.....	36
1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2016.....	36
2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016.....	37
3. ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016.....	38
4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	39
5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE.....	40
6. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES.....	41
6.1. NOTES PRELIMINAIRES.....	41
6.1.1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE.....	41
6.1.2. DECLARATION DE CONFORMITE AUX IFRS.....	41
6.2. AUTRES NOTES.....	42
6.2.1. PRINCIPES COMPTABLES.....	42
6.2.2. FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	47
6.3. NOTES SUR LE BILAN.....	48
NOTE 1 : GOODWILL.....	48
NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES.....	49
NOTE 3 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES.....	49
NOTE 4 : ACTIFS FINANCIERS A LONG TERME.....	50
NOTE 5 : DISPONIBILITES BLOQUEES A LONG TERME.....	50
NOTE 6 : AUTRES ACTIFS NON COURANTS.....	50
NOTE 7 : CLIENTS.....	51
NOTE 8 : AUTRES DEBITEURS.....	51

NOTE 9 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	51
NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES	52
NOTE 11 : DETTES FINANCIERES A LONG TERME	54
NOTE 12 : PROVISIONS A LONG TERME	55
NOTE 13 : PROVISIONS A COURT TERME	56
NOTE 14 : DETTES FINANCIERES A COURT TERME	56
NOTE 15 : DETTES FISCALES ET SOCIALES	56
NOTE 16 : AUTRES CREDITEURS.....	57
6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	57
NOTE 17 : CHIFFRE D'AFFAIRES	57
NOTE 18 : MARGE BRUTE	58
NOTE 19 : FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	59
NOTE 20 : FRAIS DE MARKETING ET DE VENTES	59
NOTE 21 : FRAIS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS.	60
NOTE 22 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	60
NOTE 23 : DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES	60
NOTE 24 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	60
NOTE 25 : CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	61
NOTE 26 : IMPOT SUR LES RESULTATS	61
6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	62
NOTE 27 : COMPTE DE RESULTAT PAR NATURE, MARGE BRUTE COMMERCIALE, EBITDA.	62
NOTE 28: DEFICITS FISCAUX	63
NOTE 29 : INSTRUMENTS FINANCIERS	63
NOTE 30 : GESTION DES RISQUES FINANCIERS LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS.....	64
NOTE 31 : EFFECTIFS.....	65
NOTE 32 : ENGAGEMENTS HORS BILAN	65
NOTE 33 : RELATIONS AVEC LES PARTIES LIEES	66
NOTE 34 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	67
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	68
RAPPORT DE GESTION	70
1. RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE	71
2. RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE.....	81
3. RAPPORT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	95
RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES CONSOLIDEES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION	109
RESPONSABILITE DE LA SOCIETE	109
INDEPENDANCE ET CONTROLE QUALITE.....	109
RESPONSABILITE DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT	109
4. PROPOSITION DE RENOUVELEMENT OU D'AUTORISATION DE DELEGATIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	114
ANNEXE 1 : TABLEAU DES 5 DERNIERS EXERCICES.....	115
ANNEXE 2 : TABLEAU RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS D'EMISSION DE TITRE DE CAPITAL ET DE CREANCE EN COURS DE VALIDITE ET NIVEAU DE LEUR UTILISATION.	116
ANNEXE 3 TABLEAU RELATIF A LA PUBLICITE DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	120

Déclaration du Président

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

David LASRY
Président directeur général

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2016

1. Bilan

au 31 décembre 2016
(montants en euros)

	Notes	31-déc.-16	31-déc.-15
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	1	9 587 932	9 606 116
Immobilisations corporelles	2	125 757	147 717
Immobilisations financières	3	14 069 991	14 559 843
Total de l'actif immobilisé		23 783 680	24 313 676
Stocks et en cours	4	144 725	92 703
Clients et comptes rattachés	5	8 329 309	7 350 007
Autres créances	6	1 530 685	818 508
Valeurs mobilières de placement	7	38 051	211 159
Disponibilités		2 248 183	1 349 352
Total de l'actif circulant		12 290 953	9 821 729
Charges constatées d'avance	21	440 342	385 577
Charges à répartir sur plusieurs exercices	21	25 232	33 330
Ecarts de conversion actif	21	343 791	39 320
Total de l'actif		36 883 998	34 593 632
PASSIF			
Capital		7 187 360	7 187 360
Primes d'émission et de fusion		9 681 577	9 613 577
Réserves		354 647	422 647
Report à nouveau		815 762	1 921 867
Résultat de l'exercice		-824 133	-1 106 104
Total des capitaux propres	8	17 215 213	18 039 347
Provisions pour risques et charges	9	354 591	285 490
Emprunts et dettes financières	10	6 179 709	4 297 690
Fournisseurs et comptes rattachés		8 573 957	7 613 846
Dettes fiscales et sociales	11	1 315 952	1 152 893
Autres dettes	12	211 432	394 374
Total des dettes		16 281 050	13 458 803
Produits constatés d'avance	21	2 900 468	2 542 739
Ecarts de conversion passif	21	132 676	267 253
Total du passif		36 883 998	34 593 632

2. Compte de résultat

pour l'exercice clos le 31 décembre 2016
(montants en euros)

	Notes	2016	2015
Chiffre d'affaires	13	27 597 136	23 848 249
Autres produits d'exploitation	14	3 352 736	3 382 848
Produits d'exploitation		30 949 872	27 231 097
Achats et variation de stocks	15	2 895 044	1 419 995
Autres charges externes	16	19 872 925	18 775 192
Impôts et taxes		264 018	237 045
Charges de personnel		4 953 704	4 541 687
Dotations aux amortissements	17	3 038 403	2 927 030
Dotations aux provisions		82 641	139 648
Autres charges		392 311	404 911
Charges d'exploitation		31 499 046	28 445 508
Résultat d'exploitation		-549 174	-1 214 411
Produits financiers		671 912	967 946
Charges financières		1 541 658	1 067 738
Résultat financier	18	-869 746	-99 792
Résultat courant avant impôts		-1 418 920	-1 314 203
Résultat exceptionnel	19	-23 671	-421 231
Impôts sur les bénéfices	20	-618 458	-629 330
Résultat net		-824 133	-1 106 104

3. Annexe aux comptes sociaux

3.1. Nature et description de l'activité

Dalet propose une gamme complète de solutions de numérisation dans le domaine des médias.

3.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

3.3. Evénements postérieurs à la clôture

Une réclamation commerciale intervenue postérieurement à la date de clôture des comptes a fait l'objet d'une déclaration auprès de l'assureur en responsabilité civile professionnelle qui a pris le dossier en charge.

L'instruction est en cours ; devant l'impossibilité d'évaluer l'issue de cette demande, il n'a pas été comptabilisé de provision.

3.4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité du règlement ANC n° 2016-07 relatif au plan comptable général (PCG), dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

donnant une image fidèle du patrimoine de la société.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

- Logiciels acquis

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ils sont amortis selon le mode linéaire :

- 12 mois si la valeur unitaire est inférieure à 1.500 euros,
- 3 ans si la valeur unitaire est supérieure à 1.500 euros.

- Fonds de commerce

Les fonds de commerce ne sont pas amortis.

Un test de valeur est pratiqué une fois par an, entraînant la comptabilisation d'une provision si la valeur d'évaluation devient inférieure à la valeur inscrite à l'actif du bilan.

- Logiciels créés à usage commercial

Les frais de recherche et développement engagés par la Société sont activés dans le respect des critères définis par les règlements 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et 2004-6 relatif à la définition des actifs.

Les frais de développement sont activés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- le projet est clairement identifié et suivi de façon individualisée et fiable ;
- le projet a de sérieuses chances de réussite technique ;
- le projet a de sérieuses chances de rentabilité commerciale pour les logiciels destinés à être loués, vendus ou commercialisés ;
- la société manifeste son intention de produire, de commercialiser ou d'utiliser en interne les logiciels concernés ;
- les frais faisant l'objet d'activation sont ceux directs, internes et externes, engagés durant les phases d'analyse organique, de programmation, de tests, et pour le développement de ces logiciels.

Les amortissements sont calculés, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue, soit dans la pratique de 24 à 36 mois.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais d'entretien et de réparations sont constatés en charge dans l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 ans,
- Mobilier de bureau : linéaire sur 5 ans,
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence. La valeur d'inventaire des titres tient compte notamment du montant des capitaux propres, de la rentabilité à long terme et d'éléments stratégiques. De plus, il est comptabilisé une provision sur les créances à hauteur de la situation nette négative. Si cette dernière est supérieure aux créances inscrites à l'actif du bilan, une provision complémentaire est comptabilisée en provision pour risque.

Les avances consenties aux filiales en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions ; il est tenu compte des écarts de conversion résultant de la conversion des soldes au cours de clôture.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés.

- **Stocks**

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés en tenant compte de l'ancienneté des références.

- **Clients et comptes rattachés**

La société commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Elle évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés d'une part en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

- **Ecart de conversion**

Les écarts de conversion qui figurent au bilan correspondent à la différence entre les créances et les dettes converties au cours des devises mensuelles et le cours des devises à la clôture de l'exercice.

- **Actions propres**

Les actions propres détenues dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites accordées par le conseil d'administration sont comptabilisées en « Valeurs mobilières de placement » ainsi que celles détenues dans le cadre de la régularisation du cours via un contrat de liquidité.

Les actions propres sans affectation explicite sont inscrites au poste « Immobilisations financières », une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat. La valeur d'inventaire est constituée par le cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice.

- **Provisions pour risques**

Des provisions pour risques sont constatées pour couvrir des risques, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable. Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de logiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de logiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Logiciels et de Matériel

Pour les ventes de logiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

- **Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

- **Engagements en matière de retraite**

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les montants des paiements futurs sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'engagement dû à ce titre n'est pas comptabilisé en provisions pour risques et charges, mais figure dans les engagements hors bilan.

- **Instruments financiers**

La Société et ses filiales peuvent avoir recours à des instruments financiers comme des couvertures de change ou des achats d'options pour couvrir des risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt ou de change.

NOTE 1 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-16			31-déc.-15
	Valeurs brutes	Amortissements	Provisions	Valeurs nettes
Logiciels	643 360	582 109		61 251
Logiciels créés à usage commercial	25 104 779	22 486 880		2 617 899
Logiciels en cours de réalisation	1 408 782			1 408 782
Fonds de commerce	5 599 092		99 092	5 500 000
Total	32 756 013	23 068 989	99 092	9 587 932

L'évolution des immobilisations incorporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	Reclassements	31-déc.-16
Logiciels	609 490	33 870			643 360
Logiciels créés à usage commercial	23 324 009	1 498 662		282 108	25 104 779
Logiciels en cours de réalisation	282 108	1 408 782		-282 108	1 408 782
Fonds de commerce	5 599 092				5 599 092
Total	29 814 699	2 941 314	0	0	32 756 013
<i>Amortissements</i>	20 109 491	2 959 498			23 068 989
<i>Provisions</i>	99 092				99 092
Valeurs nettes	9 606 116		0	0	9 587 932

Le fonds de commerce de 5.599.092 euros correspond :

- à une acquisition de 1998 pour une activité dans le domaine des logiciels numériques dénommée Numisys pour 99.092 euros. Le test de valeur pratiqué sur cet actif incorporel a révélé une valeur nulle en raison de l'arrêt définitif des activités. A ce titre, une provision pour dépréciation de 99.082 euros a été comptabilisée en 2005.
- à l'évaluation de l'activité de DDMS France suite à la fusion-absorption de 2003 pour 5.500.000 euros.

Le test de valeur effectué au 31 décembre 2016 sur la base des hypothèses retenues au moment de la fusion a montré une valeur supérieure à celle inscrite au bilan, ne justifiant donc pas la dotation d'une provision.

NOTE 2 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-16			31-déc.-15
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Installations générales, agenc. et aménagements divers	91 086	74 361	16 725	29 788
Matériel de transport	65 479	65 408	71	71
Matériel de bureau et informatique, mobilier	548 483	439 522	108 961	117 858
Total	705 048	579 291	125 757	147 717

L'évolution des immobilisations corporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	31-déc.-16
Installations générales, agenc. et aménagements divers	91 086			91 086
Matériel de transport	65 479			65 479
Matériel de bureau et informatique, mobilier	499 637	64 166	15 320	548 483
Total	656 202	64 166	15 320	705 048
<i>Amortissements</i>	508 485	70 806	0	579 291
Valeurs nettes	147 717	-6 640	15 320	125 757

NOTE 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-16			31-déc.-15
	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Titres de participation	16 202 887	4 712 355	11 490 532	12 050 532
Créances rattachées aux participations	2 644 954	364 580	2 280 374	2 196 970
Actions propres	21 676		21 676	35 377
Prêts et autres immobilisations financières	277 408		277 408	276 964
Total	19 146 926	5 076 935	14 069 991	14 559 843

L'évolution des immobilisations financières et des provisions s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	31-déc.-16
Titres de participation	16 202 887			16 202 887
Créances rattachées aux participations	2 490 321	271 818	117 185	2 644 954
Actions propres	37 207	4 200	19 731	21 676
Prêts et autres immobilisations financières	276 964	36 408	35 964	277 408
Total	19 007 379	312 426	172 880	19 146 925
<i>Provisions</i>	4 447 536	689 820	60 421	5 076 935
Valeurs nettes	14 559 843			14 069 990

Le poste « Actions propres » se compose de 4 441 actions Dalet achetées principalement courant 2015 sans affectation explicite. Elles sont valorisées à leur coût d'achat.

La valeur d'inventaire constituée par le cours moyen de bourse de décembre 2016 est supérieure au prix d'achat. La provision de 1.830 € comptabilisée en 2015 a été reprise.

Le détail des filiales et des participations est le suivant à la date du 31 décembre 2016 :

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 € =
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA Inc	7.172 KUSD	(3.457) KUSD	100.00%	5 768	5 768	-	-	-	18 785	346	1.10690 USD
Dalet Ltd	5 KGBP	156 KGBP	100.00%	8	8	-	-	-	955	47	0.81948 GBP
AmberFin Ltd	3.864 KGBP	(4.995) KGBP	100.00%	4 649	3 683	1 956	1 956	-	2 527	-63	0.81948 GBP
Dalet Sistemas Espana SA	60 KE	136 KE	99.98%	60	60	-	-	-	439	20	
Gefen-Dekel Technologies Ltd	50 KILS	17.406 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	11 065	250	4.24890 ILS
Dalet GmbH	25 KE	(107) KE	100.00%	3 604	-	151	3	-	122	-66	
Dalet Australia Pty Ltd	-	7 KAUD	100.00%	-	-	-	-	-	1 458	135	1.48830 AUD
Dalet Systems Asia Pte Ltd	200 KSGD	(552) KSGD	100.00%	114	-	353	183	-	2 688	61	1.52750 SGD
Dalet Italia SRL	102 KE	853 KE	100.00%	1 962	1 962	-	-	-	7 407	213	
Dalet Media Systems LLC	1.200 RUB	(3.176) KRUB	100.00%	28	-	185	138	-	338	-14	74.14460 RUB
TOTAL				16 203	11 491	2 645	2 280			929	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Dalet S.A. a perçu 120 000 AUD soit 77 290 € de dividende de la part de sa filiale Dalet Australia Pty Ltd.

NOTE 4 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	31-déc.-16
Cartes audionumériques et autres matériels informatiques	135 472	13 263		148 735
Total	135 472	13 263	0	148 735
<i>Provisions</i>	42 769	436	39 195	4 010
Valeurs nettes	92 703			144 725

NOTE 5 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste clients est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	31-déc.-16
Créances clients	7 497 592	0	-958 969	8 456 561
<i>Provisions</i>	147 585	71 405	91 738	127 252
Valeurs nettes	7 350 007			8 329 309

Créances à 1 an au plus	7 264 698	8 329 309
Créances à plus d'un an	232 894	127 252

La répartition entre créances clients hors groupe et groupe est la suivante :

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	31-déc.-16
Créances clients - hors groupe	4 237 095	717 483		4 954 578
<i>Provisions</i>	140 947	71 405	85 100	127 252
Valeurs nettes	4 096 148			4 827 326

Créances à 1 an au plus	4 004 201	4 827 326
Créances à plus d'un an	232 894	127 252

Le chiffre d'affaires hors groupe a augmenté globalement de 22 % :

chiffre d'affaires 2015 hors groupe : 15.349.130 euros

chiffre d'affaires 2016 hors groupe : 18.720.273 euros

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	31-déc.-16
Créances clients - groupe	3 260 497	241 486		3 501 983
<i>Provisions</i>	6 638	0	6 638	0
Valeurs nettes	3 253 859			3 501 983

Créances à 1 an au plus	3 260 497	3 501 983
Créances à plus d'un an	0	0

Le chiffre d'affaires groupe a augmenté globalement de 4 % :
chiffre d'affaires 2015 groupe : 8.499.119 euros
chiffre d'affaires 2016 groupe : 8.876.863 euros

NOTE 6 : Autres créances

Elles s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-16	31-déc.-15	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs - avance	9 394	7 567	0	9 394
Personnel et comptes rattachés	49 361	32 661	16 200	33 161
Organismes sociaux	23 096	26 277	23 096	
Crédit d'impôt recherche	1 273 000	632 409	0	1 273 000
Autres crédits d'impôt	42 437	20 691	0	42 437
Taxe sur la valeur ajoutée	93 507	76 853	93 507	
Débiteurs divers	39 889	22 049	7 494	32 395
Autres créances	1 530 685	818 508	140 298	1 390 387
<i>Provisions</i>	0	0		
Valeurs nettes	1 530 685	818 508		

Créances à 1 an au plus	140 298	125 580
Créances à plus d'un an	1 390 387	692 928

NOTE 7 : Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées intégralement d'actions propres.

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	31-déc.-16
Actions propres	211 159	38 051	211 159	38 051
Sicav court terme	0			0
Total	211 159	38 051	211 159	38 051

Les 3.757 actions propres détenues au 31 décembre 2016 ont été achetées dans le cadre d'un contrat de liquidité.

La diminution correspond à l'attribution d'actions gratuites en faveur de dirigeants et de salariés du groupe, résidents aux USA, décidée par le conseil d'administration du 22 mai 2012.

NOTE 8 : Variation des capitaux propres

(montants en euros)	31-déc.-15	Affectation du résultat	Résultat 2016	Autres	31-déc.-16
Capital	7 187 360				7 187 360
Prime d'émission	4 031 059			68 000	4 099 059
Prime de fusion	3 241 032				3 241 032
Prime d'apport	2 336 088				2 336 088
Bons de souscription d'actions	5 398				5 398
Réserve légale	320 393				320 393
Réserves indisponibles	74 000			-68 000	6 000
Autres réserves	28 254				28 254
Report à nouveau	1 921 867	-1 106 105			815 762
Résultat de l'exercice	-1 106 104	1 106 104	-824 133		-824 133
Total	18 039 347	-1	-824 133	0	17 215 213

Les réserves indisponibles de 6.000 euros correspondent à l'attribution de 3.000 actions de préférence de catégorie B décidée par le conseil d'administration du 9 avril 2015

- **Composition du capital**

Au 31 décembre 2016, le capital de Dalet SA est représenté par 3.593.680 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.187.360 euros.

Les actions composant le capital se répartissent ainsi selon leur nature :

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		en début d'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	en fin d'exercice
titres à vote simple	2.0	2 388 639	-99 393		2 289 246
titres à vote double	2.0	1 163 514	132 722		1 296 236
titres auto détenus	2.0	41 527	-33 329		8 198
Total		3 593 680	0	0	3 593 680

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Il n'existe pas de plan d'attribution de Stock-Options en cours de validité.

- **Plans d'attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 28 juin 2011 :

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 22 mai 2012

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 28 juin 2011, le Conseil d'administration en date du 22 mai 2012 a décidé les attributions d'actions gratuites suivantes :

- au profit des dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 55.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.
- au profit des salariés non dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 89.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

En date du 23 mai 2014, le président a constaté la réalisation intégrale des conditions d'objectif et a procédé à l'attribution de 44.000 actions gratuites aux dirigeants et 66.000 actions gratuites aux salariés du Groupe. L'attribution des 34.000 actions revenant aux salariés et au dirigeant de la filiale Nord-Américaine DDMS USA Inc. a été réalisée au 23 mai 2016.

Assemblée générale mixte du 30 juin 2014 :

Conseil d'administration du 9 avril 2015

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2014, le Conseil d'Administration en date du 9 avril 2015, a décidé l'attribution de trois mille (3.000) actions de préférence de catégorie B pouvant donner lieu à l'attribution maximale de 300.000 actions ordinaires de catégorie A en fonction d'objectifs de cours du titre.

Le capital potentiel au 31 décembre 2016 se résume de la façon suivante :

Capital potentiel	31 dec. 2016
Nombre d'actions ordinaires	3 593 680
Actions gratuites en attente d'attribution	néant
Actions gratuites potentielles en attente d'attribution	300 000
Actions auto détenues au 31 dec 2016	8 198
Total à créer	291 802
Total potentiel	3 885 482

Etant donné le total des actions potentielles à créer, la dilution totale maximale au 31 décembre 2016 (rapport du nombre de titres pouvant être créés sur le nombre de titres composant le capital) est de 8,1 %.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Actions de catégorie A

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2016
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2010	64 000	3,90	249 600	2012	63 358
26 avril 2011	24 juin 2010	58 000	4,41	255 780	2013	57.572
22 mai 2012	26 juin 2011	110 000	3,64	400 400	2014	110.000
22 mai 2012	26 juin 2011	34 000	3,64	123 760	2016	34.000

Actions de catégorie B

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2016
9 avril 2015	30 juin 2014	3 000	néant	386 880	2020	néant

Plus particulièrement concernant les administrateurs, trois plans d'attribution gratuite d'action de catégorie A sont en cours :

Date du conseil d'administration (attribution)	Nombre total d'actions attribuées	actions attribuées avec clause de performance	actions attribuées ou pour lesquelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2016
31 août 2010	64 000	64 000	63 358
26 avril 2011	58 000	26 000	57 572
22 mai 2012	44 000	44 000	44 000

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2016, la société détient 8.198 actions propres.

Nombre de titres composant le capital au 1 ^{er} janvier 2016 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2016	41 527
Titres achetés dans l'exercice :	29 062
Titres vendus dans l'exercice :	28 391
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	34 000
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2016 :	8 198
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2016 :	3 593 680

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

(montants en euros)	31-déc.-15	Dotations	Reprises		31-déc.-16
			provision utilisée	provision non utilisée	
Provision pour perte de change	39 320	343 791	39 320		343 791
Provision pour prestations à fournir		10 800			10 800
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	211 159		211 159	-	0
Provision pour couverture des situations nettes négatives des filiales	35 011		35 011		0
Total	285 490	354 591	285 490	0	354 591

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	10 800	211 159
Résultat financier	343 791	74 331
Résultat exceptionnel	0	0

L'ensemble des écarts de conversion – actif sont provisionnés.

NOTE 10 : Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières sont les suivants :

(montants en euros)	31-déc.-15	Augmentations	Diminutions	31-déc.-16	à 1 an au plus	à plus d'un an
Concours bancaires	18 133	809		18 942	18 942	
Emprunts bancaires	4 076 787		658 129	3 418 658	866 324	2 552 334
Emprunt - intérêts courus	20 706		3 383	17 323	17 323	
Filiale Dalet Digital Média Systems USA Inc.	148 856	2 033 100		2 181 956		2 181 956
Filiale Dalet Australia Pty Ltd	33 208	509 622		542 830	542 830	
Avances remboursables						
Total	4 297 690	2 543 531	661 512	6 179 709	1 445 419	4 734 290

Dettes à 1 an au plus	879 032	1 445 419
Dettes à plus d'un an	3 418 658	4 734 290

NOTE 11 : Dettes fiscales et sociales

Le détail des dettes fiscales et sociales est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Personnel et comptes rattachés	578 401	507 617
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	504 487	458 430
Taxe sur la valeur ajoutée	204 260	100 984
Autres impôts taxes	28 804	85 862
Total	1 315 952	1 152 893

Dettes à 1 an au plus	1 315 952	1 152 893
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 12 : Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Dettes sur immobilisations		0
Avances et acomptes reçus sur commandes	211 432	394 374
Total	211 432	394 374

Dettes à 1 an au plus	211 432	394 374
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 13 : Chiffre d'affaires

(montants en euros)	CA 2016 par nature			CA 2015
	Hors groupe	Groupe	Total	Total
Ventes de licences	5 022 853	4 445 583	9 468 436	9 232 390
Prestations de services	10 016 711	4 025 655	14 042 366	12 294 459
Ventes de matériel	3 437 152	88 511	3 525 663	1 783 385
Refacturation de frais généraux	243 557	317 114	560 671	538 015
Total	18 720 273	8 876 863	27 597 136	23 848 249

(montants en euros)	CA 2016 par secteur géographique			CA 2015
	Hors groupe	Groupe	Total	Total
Europe	13 291 557	1 607 463	14 899 020	13 121 992
Amériques	218 036	5 940 072	6 158 108	5 770 572
Afrique / Moyen-Orient	1 854 846	56 873	1 911 719	1 824 129
Asie / Océanie	3 355 834	1 272 455	4 628 289	3 131 556
Total	18 720 273	8 876 863	27 597 136	23 848 249

Le chiffre d'affaires total a augmenté globalement de 16%.

La répartition du chiffre d'affaires hors groupe et groupe était respectivement 15.349.130 et 8.499.119 en 2015. Le chiffre d'affaires hors groupe a augmenté globalement de 22%, et celui du groupe de 4%.

Les prestations de services ont augmenté de 14 % et représentent 51 % du chiffre d'affaires total 2016, et les ventes de matériel ont presque doublé et représentent 13 % du chiffre d'affaires total 2016.

La zone Europe a augmenté de 14 % et représente 54 % du chiffre d'affaires total 2016. La zone Asie / Océanie a augmenté de 48 % et représente 17 % du chiffre d'affaires total 2016.

NOTE 14 : Autres produits d'exploitation

Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

(montants en euros)	2016	2015
Production immobilisée	2 907 444	2 893 429
Subventions d'exploitation	28 000	74 417
Reprises sur provisions	342 092	308 625
Autres produits d'exploitation	232	26
Transferts de charges d'exploitation	74 968	106 351
Total	3 352 736	3 382 848

La production immobilisée correspond à la valeur brute des frais de développement de logiciels comptabilisée en immobilisation incorporelle.

Les reprises sur provisions comprennent principalement des reprises de provisions :

- pour risque et charge sur attribution d'actions gratuites pour 211.159 euros
- pour dépréciation du stock pour 39.195 euros
- pour dépréciation des clients pour 91.738 euros.

NOTE 15 : Achats et variation de stocks

(montants en euros)	2016	2015
Ventes de matériel	3 525 663	1 783 385
Achats et variation de stocks	2 895 044	1 419 995
Marge	630 619	363 390
en pourcentage	17.9%	20.4%

NOTE 16 : Autres charges externes

L'évolution des autres charges externes est la suivante :

(montants en euros)	2016	2015
Sous-traitance	13 452 998	13 021 871
Achats non stockés	34 793	53 387
Crédit-bail	28 532	31 738
Location et charges locatives	622 197	355 046
Entretien réparation	49 874	38 354
Assurances	64 076	107 253
Personnel extérieur à l'entreprise	288 367	209 048
Honoraires	2 628 709	2 481 701
Publicité salons	602 439	577 611
Transports	31 011	43 226
Déplacement mission réception	1 611 220	1 561 687
Frais postaux et telecom	112 144	152 860
Autres charges externes	346 565	141 410
Total	19 872 925	18 775 192

Le détail du poste « Honoraires » est le suivant :

(montants en euros)	2016	2015
Commissions sur ventes	203 142	262 746
Commissions des petites filiales	1 634 523	1 348 807
Rémunération de l'affacturage	3 492	0
Rémunération des VIE (Volontariat International en Entreprise)	430 942	486 380
Honoraires des auditeurs	140 659	155 536
Honoraires juridiques	25 687	111 936
Divers	190 264	116 296
Total	2 628 709	2 481 701

NOTE 17 : Dotations aux amortissements

	2016	2015
Dotations sur immobilisations incorporelles		
Logiciels	45 909	45 355
Logiciels créés à usage commercial	2 913 589	2 818 053
	2 959 498	2 863 408
Dotations sur immobilisations corporelles		
Installations générales, agenc. et aménagements divers	13 063	12 903
Matériel de transport	0	4 633
Matériel de bureau et informatique, mobilier	57 743	42 014
	70 806	59 550
Dotations sur charges à répartir	8 099	4 072
Total des dotations aux amortissements	3 038 403	2 927 030

NOTE 18 : Résultat financier

(montants en euros)	2016	2015
Produits financiers		
Dividendes reçus	77 290	285 919
Revenus sur créances rattachées aux titres de participations	134 469	145 494
Gains de change	325 315	400 153
Reprises sur provisions	134 752	118 998
Autres produits financiers	86	17 382
	671 912	967 946
Charges financières		
Charges d'intérêts et agios	115 317	129 152
Charges d'intérêt liées aux participations	66 949	
Pertes de change	314 268	375 906
Dotations aux provisions	1 033 611	547 212
Autres charges financières	11 513	15 468
	1 541 658	1 067 738
Résultat financier	-869 746	-99 792

Le détail des postes significatifs est le suivant :

(montants en euros)	2016	2015
Titres de participation	0	0
Créances rattachées sur titres	58 591	34 885
Couverture des situations nettes négatives des filiales	35 011	
Perte de change	39 320	84 113
Autres reprises	1 830	
Total des reprises	134 752	118 998
Titres de participation (*)	560 000	406 050
Créances rattachées sur titres	129 820	65 002
Couverture des situations nettes négatives des filiales	0	35 010
Pertes de change	343 791	39 320
Autres dotations	0	1 830
Total des dotations	1 033 611	547 212

(*) les titres d' AmberFin Ltd ont été dépréciés de 560.000 euros

50

NOTE 19 : Résultat exceptionnel

(montants en euros)	2016	2015
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	39 303	24 221
Produits cession des éléments d'actif	16 120	169 483
Bonis sur vente d'actions propres	12 825	0
Transferts de charges	211 159	0
	279 407	193 704
Charges exceptionnelles		
Pénalités sur marchés	62 280	176 577
Abandon / dettes filiales	0	260 271
Charges sur exercices antérieurs	1 110	10 448
Valeur nette des immobilisations cédées	15 320	167 611
Mali sur vente d'actions propres	213 269	0
Autres charges exceptionnelles	11 099	28
Dotations aux amortissements		
	303 078	614 935
Résultat exceptionnel	-23 671	-421 231

L'attribution des 34.000 actions gratuites pour un montant de 211.159 euros apparaît ici sur les postes « Transferts de charges » et « Mali sur vente d'actions propres ».

L'animation du contrat de liquidité a permis un résultat net exceptionnel de 10.715 euros (un boni de 12.825 euros et un mali de 2.110 euros pour une vente de 28.391 actions Dalet).

NOTE 20 : Impôt sur les sociétés

Les montants d'impôt sont pour l'essentiel le crédit d'impôt recherche.

(montants en euros)	2016	2015
Impôt sur les bénéfices	3 866	3 479
Crédit d'impôt recherche	-622 324	-632 409
Crédit d'impôt apprentissage		-400
Total	-618 458	-629 330

La charge d'impôt sur les bénéfices est celle de l'établissement en Corée.

Le crédit d'impôt recherche se compose de :

- la déclaration pour l'exercice 2016 : 640.591 euros
- la vérification de comptabilité relative aux crédits d'impôt 2012, 2013 et 2014 présente une rectification de 18.267 euros.

Le déficit reportable des exercices antérieurs s'élève à 31.835.473 euros.

La vérification de comptabilité concernant la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 a porté sur les déficits reportables qui enregistrent une diminution de 124.147 euros.

Le déficit fiscal de l'exercice se monte à 899.535 euros.

Les déficits reportables au 31 décembre 2016 s'élèvent à 32.610.861 euros.

NOTE 21 : Autres informations

1. Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration et de direction s'est élevée à 266.285 euros pour l'exercice 2016.

2. Provisions pour risques et pour dépréciation

(montants en euros)	31-déc.-15	Dotations	Reprises	31-déc.-16
Provisions pour risques et charges				
Provision pour perte de change	39 320	343 791	39 320	343 791
Provision pour prestations à fournir		10 800		10 800
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	211 159		211 159	
Provision pour couverture des situations nettes négatives des filiales	35 011		35 011	
	285 490	354 591	285 490	354 591
Provision pour dépréciation				
Fonds de commerce	99 092			99 092
Titres de participation	4 152 355	560 000		4 712 355
Créances rattachées aux participations	293 351	129 820	58 591	364 580
Autres immobilisations financières	1 830		1 830	
Stocks et en-cours	42 769	436	39 195	4 010
Comptes clients	147 585	71 405	91 738	127 252
	4 736 982	761 661	191 354	5 307 289

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	82 641	342 092
Résultat financier	1 033 611	134 752
Résultat exceptionnel		

3. Transferts de charges

(montants en euros)	2016	2015
Avantage en nature / voiture	9 410	9 256
Avantage en nature / téléphone	3 431	3 027
Remboursement Prévoyance / salarié malade	62 127	56 666
Frais d'émission d'emprunt		37 402
Total (exploitation)	74 968	106 351

4. Crédit-bail

(montants en euros)	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Matériel de transport	22 266	5 103	5 103	17 163	5 832	5 832
Matériel de bureau et informatique, mobilier	123 250	21 640	123 250	0	22 700	130 196
Total	145 516	26 743	128 353	17 163	28 532	136 028

(montants en euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	à un an au plus	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans	total		
Matériel de transport	6 362	13 253	0	19 615	1 781	5 832
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	-	-	-	-	22 700
Total	6 362	13 253	0	19 615	1 781	28 532

5. Comptes de régularisation

(montants en euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
<u>Produits à recevoir</u>		
Créances clients et comptes rattachés	2 496 152	2 716 212
Autres créances	12 437	31 215
	2 508 589	2 747 427
<u>Charges à payer</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	36 266	38 839
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 702 878	1 386 951
Dettes fiscales et sociales	876 910	723 679
	2 616 054	2 149 469

(montants en euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
<u>Produits constatés d'avance</u>		
Maintenance	1 607 550	1 661 518
Soft	449 005	439 192
Prestations de services	556 947	276 281
Ventes de matériel	249 531	134 037
Refacturation de frais généraux	37 435	4 711
Divers	0	27 000
	2 900 468	2 542 739
<u>Charges constatées d'avance</u>		
Sous-traitance	107 285	87 245
Achats	26 266	18 964
Location et charges locatives	61 470	53 641
Entretien réparation	15 286	16 000
Assurances	2 956	4 336
Personnel extérieur à l'entreprise	25 371	0
Honoraires	137 540	148 516
Publicité salons	26 442	27 838
Déplacement mission réception	12 003	0
Frais postaux et telecom	4 437	4 450
Autres charges externes	3 510	3 484
Médecine du travail	3 432	0
Chèques restaurant	6 137	6 135
Charges financières	8 207	14 968
	440 342	385 577

(montants en euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Charges à répartir	25 232	33 330

Créances à 1 an au plus	7 975	8 099
Créances à plus d'un an	17 257	25 231

Elles correspondent aux frais d'émission du nouvel emprunt souscrit en 2015. Ces frais s'élevaient à 37.402 euros. Les coûts sont répartis sur la durée de l'emprunt par le compte de « Dotation aux amortissements ». La dotation de l'exercice est égale à 8.099 euros.

<u>Ecart de conversion</u>	Actif	Provision pour perte de change	Passif
Sur créances rattachées aux participations	137 681	137 681	81 650
Sur autres créances	2 070	2 070	39 153
Sur dettes financières	145 169	145 169	0
Sur fournisseurs	58 871	58 871	11 873
Sur dettes sur immobilisations	0	0	
Total	343 791	343 791	132 676

6. Effectif moyen

<u>Personnel salarié</u>	2016	2015
Cadres	42	39
Employés	5	5
Total	47	44

L'effectif de 47 salariés tient compte des 2,25 salariés de notre établissement en Corée, contre 2,1 en 2015.

7. Engagements hors bilan

Nature de l'opération	Montant (euros)	Echéance
1/ Engagements donnés		
Cautions bancaires obtenues sur marchés :		
- Soumission	7.854 6.000	illimitée 17/01/2017
- Bonne exécution	31.313 95.000 52.171 60.189 14.340	illimitée 31/12/2016 31/12/2016 02/03/2017 31/01/2018
- Restitution d'acompte	180.567	16/01/2017
Nantissement du fonds de commerce	2.240.000	
Indemnités de fin de carrière évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (<i>ou méthode du prorata des droits à terme</i>) Principales hypothèses utilisées : taux d'actualisation brut à 1,31 % , revalorisation des salaires : cadre 2,5%, non cadre 1,5% turn-over : moyen table de mortalité : INSEE 2015 âge de départ à la retraite : 65-67 ans (départ à taux plein)	658.654	
2/ Engagements reçus		
Engagements avec clause de retour à meilleure fortune au bénéfice de Dalet S.A.		
- Dalet GmbH au titre de l'abandon de créances restant sur l'exercice 2001	633.333	
- Dalet GmbH au titre des abandons transférés lors de l'acquisition	4.594.906	

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « Immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables, nous avons apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre société, examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous sommes assurés que la note « immobilisations incorporelles » de l'annexe fournit une information appropriée.
- La note « Immobilisations financières » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes sociaux indique que votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable de ces titres et créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et nous sommes assurés que la note « Immobilisations financières » de l'annexe fournit une information appropriée.
- La note « Chiffre d'affaires » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes sociaux expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation du Chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces méthodes et notamment la méthode par avancement pour les projets complexes et nous sommes assurés que la note « Chiffre d'affaires » de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2017

Les commissaires aux comptes

Thierry YOUNES

Deloitte & Associés

Ariane BUCAILLE

COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2016

1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2016

Etat de la situation financière (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-16 12 mois	31-déc.-15 12 mois
Goodwill	1	5 604	6 213
Immobilisations incorporelles	2	5 375	5 959
Immobilisations corporelles	3	1 333	1 367
Actifs financiers à long terme	4	360	358
Disponibilités bloquées à long terme	5	180	325
Autres actifs non courants	6	1 718	1 008
Impôts différés actifs	26	424	415
ACTIF NON COURANT		14 992	15 644
Stocks		428	247
Clients	7	17 814	14 483
Autres débiteurs	8	1 701	1 427
Trésorerie et équivalent trésorerie	9	6 532	4 335
Actifs d'impôt exigible		299	166
ACTIF COURANT		26 774	20 658
TOTAL ACTIF		41 766	36 302
Capital		7 187	7 187
Primes		9 682	9 614
Réserves consolidées		-4 655	-3 334
Résultat Net part du groupe		660	-800
Réserves de Conversion		2 276	2 528
Capitaux propres part du groupe		15 150	15 194
Intérêts minoritaires		9	8
CAPITAUX PROPRES	10	15 159	15 202
Dettes financières à long terme	11	2 930	3 724
Provisions à long terme	12	677	554
Impôt différés passifs	26	578	880
Autres passifs non courants		754	744
PASSIF NON COURANT		4 938	5 901
Provisions à court terme	13	96	
Dettes financières à court terme	11&14	2 332	1 292
Dettes d'impôt exigible		38	81
Fournisseurs		3 962	3 349
Dettes fiscales et sociales	15	4 316	4 063
Autres créiteurs	16	10 926	6 413
PASSIF COURANT		21 669	15 198
TOTAL PASSIF		41 766	36 302

2. Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Compte de Résultat Consolidé (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-16 12 mois	31-déc.-15 12 mois
Chiffre d'affaires	17	48 226	47 463
Coût des ventes		-21 627	-22 485
Marge brute	18	26 598	24 978
Frais de recherche et développement	19	-11 634	-10 999
Frais de marketing et vente	20	-8 984	-9 044
Frais généraux et administratifs	21	-4 599	-4 650
Résultat Opérationnel Courant		1 381	285
Perte de valeur des actifs à long terme			-411
Autres produits et charges opérationnels	24	-76	
Résultat Opérationnel		1 305	-125
Charges et produits financiers	25	-425	-336
Résultat courant avant impôt		880	-461
Impôt sur les résultats	26	-220	-339
Résultat net de l'ensemble consolidé		660	-800
Résultat Net part du groupe		660	-800
Résultat des minoritaires		0	0
Résultat net par action (en euros)		0,18 €	-0,22 €
Résultat net dilué par action (en euros)		0,17 €	-0,21 €
Nombre moyen d'actions		3 593 680	3 593 680
Nombre moyen d'actions dilué		3 885 482	3 886 153
Nombre d'actions ordinaires		3 593 680	3 593 680
Options de souscription d'actions		0	0
Actions gratuites		291 802	292 473

3. Etat du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2016

(en milliers d'euros)	31-déc-16	31-déc-15
Résultat net	660	-800
Ecart de conversion	-682	1 212
Couverture de flux de trésorerie	0	0
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie	0	0
Titres disponibles à la vente	0	0
Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	-81	308
Total des autres éléments du résultat global	-763	1 520
Resultat global	-103	720
dont part du groupe	-104	719
dont intérêts minoritaires	0	0

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	31-déc-16 12 mois	31-déc-15 12 mois
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	660	-800
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	3 841	3 416
+/- perte de valeur sur actifs à long terme	0	411
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	89	93
-/+ Plus et moins-values de cession	-5	-1
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	4 585	3 118
+ Coût de l'endettement financier net	128	153
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	220	339
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	4 933	3 611
- Impôts versé (B)	-563	-182
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	769	-20
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)	5 139	3 408
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 334	-3 565
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	35	178
+/- Incidence des variations de périmètre	0	-257
+/- Variation des prêts et avances consentis	33	-3
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-3 265	-3 647
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	-23	-56
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	415	883
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-1 150	-1 052
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-112	-147
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	903	156
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	34	-216
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	87	242
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	1 996	-212
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents - découverts bancaires	6 313	4 317
<u>Trésorerie à l'ouverture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents - découverts bancaires	4 317	4 529
Variation	1 996	-212

5. Variation des capitaux propres du groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Paiement fondé sur des actions	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres TOTAL
situation IFRS au 31 décembre 2014	7 187	9 620	-3 767	1 444	-192	124	14 416	7	14 423
Résultat 2015			-800				-800	0	-800
<i>Ecart de conversion</i>			131	1 082			1 212		1 212
<i>Autres produits et charges directement</i>			308				308		308
Total des autres éléments du résultat global			438	1 082			1 520		1 520
Résultat global							720	0	720
Augmentation de capital IFRS 2 - attribution d'actions gratuites						93	93		93
Titres auto-contrôle						-56	-56		-56
Résultat / titres auto-contrôle									
<i>retraitement emprunt décote = subv</i>			19				19		19
situation IFRS au 31 décembre 2015	7 187	9 614	-4 102	2 528	-248	217	15 194	8	15 202
Résultat 2016			660				660	1	661
<i>Ecart de conversion</i>			-430	-251			-682		-682
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			-81				-81		-81
Total des autres éléments du résultat global			-512	-251			-763		-763
Résultat global							-103	1	-102
Augmentation de capital IFRS 2 - attribution d'actions gratuites			68	56		-35	89		89
Titres auto-contrôle					189		189		189
Résultat / titres auto-contrôle			-200				-200		-200
<i>retraitement emprunt décote = subv</i>			-19				-19		-19
situation IFRS au 31 décembre 2016	7 187	9 682	-4 117	2 276	-60	182	15 150	9	15 159

6. Notes annexes aux comptes consolidés

6.1. NOTES PRELIMINAIRES

6.1.1. Informations relatives à l'entreprise

Dalet est une société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est situé au 16 rue Rivay, 92300 Levallois-Perret. Les états financiers consolidés du groupe intègrent la société et ses filiales.

Dalet conçoit des logiciels de gestion de contenu numérique audio et vidéo, essentiellement pour des diffuseurs Radio et Télévision. Certaines applications de « media asset management » ou d'acquisition de données ont permis l'extension de l'offre à d'autres marchés, comme les tribunaux des pays autorisant les enregistrements ou les parlements.

6.1.2. Déclaration de conformité aux IFRS

Les principes comptables appliqués par le Groupe au 31 décembre 2016 sont identiques à ceux appliqués dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2016.

Textes adoptés par l'Union Européenne :

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016 sont identiques à celles retenues pour les comptes au 31 décembre 2015 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2016 et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe.

Aucune nouvelle norme ne s'applique pour la première fois à compter du 1er janvier 2016. Seuls quelques amendements de normes s'appliquent obligatoirement aux exercices ouverts en 2016 :

- Amendements à IAS 1 « Amélioration des informations à fournir en annexe » ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Éclaircissements sur les modes d'amortissements acceptables » ;
- Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel » ;
- Amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes » ; • Améliorations annuelles, cycle 2010-2012 et cycle 2012-2014.

Le Groupe n'a appliqué de façon anticipée aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2016 :

- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;

- Amendements à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées » ;
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise » ;
- Amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions » ;
- Améliorations annuelles, cycle 2014-2016 ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ».

Une analyse des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces normes est en cours.

6.2. AUTRES NOTES

6.2.1. Principes comptables

Règles de consolidation et périmètre

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Dalet exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque Dalet détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation de l'exercice sont les suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia S.R.L.	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie
AmberFin Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Royaume-Uni

○ Date d'arrêté des comptes

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016 mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

○ Conversion des états financiers en devises

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère.

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "réserves de conversion" des capitaux propres consolidés.

Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

○ Opérations en devises

Les opérations en monnaie étrangère sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat à l'exception des éléments qui en substance font partie de l'investissement net dans les filiales étrangères qui sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Bases de préparation

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés et classés en actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Principes de présentation

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Par ailleurs, dans un souci de clarté de lecture de ses comptes et en conformité avec les recommandations du Conseil National de la Comptabilité (CNC R-2004-02) et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le groupe a fait le choix d'isoler les éléments non récurrents significatifs au sein de son « Résultat opérationnel » et matérialisera à ce titre le « Résultat opérationnel courant » et les « Autres produits et charges opérationnels ». Ces derniers ne comprennent que des éléments en nombre limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, généralement repris dans la communication financière.

Règles et méthodes d'évaluation

○ Goodwill

L'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part revenant au groupe dans les actifs et les passifs identifiés de l'entreprise acquise valorisés à leur juste valeur est inscrit au poste « Goodwill » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Ultérieurement, ces goodwills sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs.

○ Frais de développement

Les frais de développement engagés dans le cadre de la création de progiciels (nouveaux projets et développement de modules existants) sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de commercialisation prévue des progiciels compte tenu des évolutions technologiques constatées sur ce marché.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères exposés ci-dessus sont comptabilisés en charges d'exploitation, au fur et à mesure de leur engagement.

○ Autres Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation attendue des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans
- Logiciels : linéaire sur une durée de 1 à 3 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont constatés en charges de l'exercice.

○ Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et cautionnements, comptabilisés à leur valeur historique.

○ Impôts différés

Conformément à la norme « IAS 12 Impôts sur le résultat », les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée. Le taux d'impôt retenu est celui en vigueur à la date de l'arrêté.

Les actifs d'impôt différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

○ Stocks

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques et de matériel informatique.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés si leur valeur de réalisation possible devient inférieure à leur coût d'acquisition.

○ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement (VMP) comprennent principalement des parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. Les VMP sont comptabilisées à la juste valeur : les variations de celle-ci sont comptabilisées en résultat de l'exercice, conformément à la norme « IAS 39 Instruments financiers, comptabilisation et évaluation ».

○ Clients et comptes rattachés

Le groupe commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Il évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté)

avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques.

Le groupe à travers la société Dalet Italia procède à l'affacturage d'une partie de ses créances. La société d'affacturage prend en charge le recouvrement des créances, octroyant un droit de tirage à hauteur d'une fraction des créances cédées. Les créances clients cédées sont maintenues dans le poste « clients » et les créances ayant fait l'objet d'un tirage figurent dans le poste « dettes financières à court terme ».

○ Provisions à court terme

Les obligations du groupe à l'égard des tiers, connues à la date d'arrêté des comptes consolidés et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable sans contrepartie au moins équivalente, font l'objet de provisions lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante conformément à la norme « IAS 37 : Provisions, passifs éventuels, et actifs éventuels ».

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

En ce qui concerne les provisions pour restructurations, le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

○ Engagements en matière de retraite (provisions à long terme)

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de l'exercice auxquels ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont comptabilisés en « autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres » dans l'état du résultat global de l'exercice.

Il n'y a pas d'autre régime à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi dans les sociétés du groupe.

○ Actions propres

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes de cession sont inscrits dans les réserves consolidées.

○ Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est déterminé sur la base du résultat consolidé ramené au nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les bons ou options de souscription d'actions attribués.

○ Chiffre d'affaires

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

6.2.2. Faits caractéristiques et événements postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques :

Néant

Événements postérieurs à la clôture :

Une réclamation commerciale intervenue postérieurement à la date de clôture des comptes a fait l'objet d'une déclaration auprès de l'assureur en responsabilité civile professionnelle qui a pris le dossier en charge.

L'instruction est en cours, devant l'impossibilité d'évaluer l'issue de cette demande, il n'a pas été comptabilisé de provision.

6.3. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 : Goodwill

Le goodwill figurant au bilan du groupe concerne les sociétés Dalet Italia acquise en 2010 pour 1.948 milliers d'euros et AmberFin acquise le 6 avril 2014 pour 4.401 milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Valeur nette à l'ouverture	6 213	6 349
Pertes de valeur		-411
Ecart de conversion	-609	274
Valeur nette à la clôture	5 604	6 213

Au cours de l'exercice 2016, plusieurs décisions ont été prises avec pour objectif d'accélérer la fusion opérationnelle et commerciale d'AmberFin dans Dalet. De ce fait, il est devenu difficile de distinguer la marge opérationnelle dégagée par AmberFin au sein du Groupe, les activités étant devenues indissociables.

Pour tenir compte de cette évolution, les tests de perte de valeur ont été pratiqués sur l'ensemble du périmètre représentant l'UGT unique et non plus uniquement sur AmberFin dont l'activité commerciale, produit, et développement est désormais confondue avec l'activité historique de Dalet. La valeur comptable est ainsi comparée à sa valeur recouvrable sur la base de l'appréciation de sa valeur d'utilité.

La projection des flux de trésorerie a été établie à partir des prévisions les plus récentes approuvées par la direction pour les trois prochaines années recouvrant l'activité du Groupe.

- Taux d'actualisation retenue : 10,4 %
- Taux de croissance à l'infini : 1 %

Les résultats de ces tests ne révèlent pas de perte de valeur sur l'UGT.

L'analyse de sensibilité pratiquée en faisant varier le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini de 0,5 point n'a pas fait apparaître de perte de valeur par rapport aux actifs testés :

		Taux de croissance long terme		
		0,5%	1,0%	1,5%
<u>Taux</u> <u>d'actualisation</u>	9,9%	néant	néant	néant
	10,4%	néant	néant	néant
	10,9%	néant	néant	néant

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles nettes

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16				31-déc.-15			
	Logiciels	Marques	Frais de développement	Total	Logiciels	Marques	Frais de développement	Total
<u>Valeurs brutes</u>								
Au 1er janvier	549	335	25 739	26 623	492	316	22 721	23 529
Décalage ouverture clôture					0		1	1
Augmentations	41			41	56			56
Actifs générés en interne			2 907	2 907			2 893	2 893
Effets des variations de change	0	-48	-305	-352	1	19	123	144
Au 31 décembre	590	287	28 341	29 219	549	335	25 739	26 623
<u>Amortissements</u>								
Au 1er janvier	469		20 195	20 664	418		17 007	17 425
Décalage ouverture clôture					0		0	0
Dotations aux immobilisations	51		3 232	3 283	49		3 177	3 227
Effets des variations de change	0		-102	-102	1		11	13
Au 31 décembre	520		23 325	23 845	469		20 195	20 664
<u>Valeurs nettes</u>								
Au 1er janvier	80	335	5 543	5 959	74	316	5 715	6 104
Au 31 décembre	70	287	5 017	5 375	80	335	5 543	5 959

NOTE 3 : Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16					31-déc.-15				
	Travaux et agencements	Matériel informatique	Matériel de transport	Mobilier	Total	Travaux et agencements	Matériel informatique	Matériel de transport	Mobilier	Total
<u>Valeurs brutes</u>										
Au 1er janvier	1 054	2 513	149	358	4 074	1 067	2 254	144	322	3 786
Décalage ouverture clôture						0	-1	0	0	-1
Augmentations	55	259		71	385	117	481	2	16	616
Sorties	-12	-194		-15	-221	-223	-325	-3		-551
Effets des variations de change	31	-19	3	10	26	94	105	5	20	224
Au 31 décembre	1 128	2 560	152	424	4 264	1 054	2 513	149	358	4 074
<u>Amortissements</u>										
Au 1er janvier	289	2 065	90	262	2 707	380	1 884	71	235	2 569
Décalage ouverture clôture						0	-1	1	0	-1
Dotations aux immobilisations	134	248	14	20	417	107	251	19	16	393
Sorties	-12	-163		-15	-191	-223	-151	-1		-375
Effets des variations de change	12	-21	1	6	-2	25	83	1	12	121
Au 31 décembre	423	2 129	105	274	2 931	289	2 065	90	262	2 707
<u>Valeurs nettes</u>										
Au 1er janvier	765	447	59	96	1 367	687	370	73	87	1 217
Au 31 décembre	705	431	46	151	1 333	765	447	59	96	1 367

NOTE 4 : Actifs financiers à long terme

Les actifs financiers à long terme se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Titres immobilisés		0
Dépôts et garanties sur locaux loués	164	160
Autres dépôts et cautionnements	196	198
Total	360	358

NOTE 5 : Disponibilités bloquées à long terme

Les disponibilités bloquées à plus d'un an sont constituées de comptes bloqués ou de SICAV de trésorerie nanties en garantie de cautions bancaires émises dans le cadre des opérations commerciales.

NOTE 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Avances aux salariés	98	78
Autres créances sociales	135	127
TVA sur créances irrécouvrables	10	10
Crédits d'impôt	1 315	653
Autres créances d'impôt	49	66
Divers	111	74
Total	1 718	1 008

NOTE 7 : Clients

Le détail du poste client est le suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Créances Clients	18 070	15 000
Provisions	-256	-517
Total	17 814	14 483

Compte tenu des délais de paiements accordés par le Groupe, la valeur nominale des créances clients reflète leur juste valeur.

NOTE 8 : Autres débiteurs

Les autres comptes débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Créances sociales	48	34
Créances fiscales	118	118
Charges constatées d'avance	1 406	1 166
Dépôts et cautionnements	41	84
Divers	88	25
Total	1 701	1 427

NOTE 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 6 532 milliers d'euros au 31 décembre 2016 contre 4.335 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Un reclassement est effectué dans « les disponibilités bloquées à long terme » selon l'échéancier prévisionnel suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16		31-déc.-15	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Comptes bloqués en garantie de cautions bancaires		14		14
SICAV nanties en garantie de cautions bancaires		166		311
Comptes bancaires	6 495		4 300	
SICAV gagées	37		35	
Trésorerie et équivalent trésorerie	6 532		4 335	
Disponibilités bloquées à long terme		180		325

NOTE 10 : Capitaux propres

Au 31 décembre 2016, le capital de Dalet est représenté par 3.593.680 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 2 euros, soit un capital social de 7.187.360 euros.

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Il n'existe pas de plan d'attribution de stock-options en cours de validité.

- **Plans d'attribution d'actions gratuites**

Plan d'attribution gratuite d'actions en cours

Assemblée générale mixte du 28 juin 2011 :

L'assemblée générale mixte du 28 juin 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 22 mai 2012

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 28 juin 2011, le Conseil d'administration en date du 22 mai 2012 a décidé les attributions d'actions gratuites suivantes :

- au profit des dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 55.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.
- au profit des salariés non dirigeants du Groupe, une attribution maximale de 89.000 actions gratuites assortie de conditions d'objectifs et d'une période d'acquisition de 2 ans.

En date du 23 mai 2014, le président a constaté la réalisation intégrale des conditions d'objectif et a procédé à l'attribution de 44.000 actions gratuites aux dirigeants et 66.000 actions gratuites aux salariés du Groupe. L'attribution des 34.000 actions revenant aux salariés et au dirigeant de la filiale Nord-Américaine DDMS USA Inc. a été réalisée au 23 mai 2016.

Assemblée générale mixte du 30 juin 2014 :

Conseil d'administration du 9 avril 2015

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2014, le Conseil d'Administration en date du 9 avril 2015, a décidé l'attribution de trois mille (3.000) actions de préférence de catégorie B pouvant donner lieu à l'attribution maximale de 300.000 actions ordinaires de catégorie A en fonction d'objectifs de cours du titre.

Le capital potentiel au 31 décembre 2016 se résume de la façon suivante :

Capital potentiel	31 dec. 2016
Nombre d'actions ordinaires	3 593 680
Actions gratuites en attente d'attribution	néant
Actions gratuites potentielles en attente d'attribution	300 000
Actions auto détenues au 31 dec 2016	8 198
Total à créer	291 802
Total potentiel	3 885 482

Etant donné le total des actions potentielles à créer, la dilution totale maximale au 31 décembre 2016 (rapport du nombre de titres pouvant être créés sur le nombre de titres composant le capital) est de 8,1 %.

Synthèse des attributions gratuites d'actions

Le tableau ci-dessous résume l'historique des différents plans d'attribution au bénéfice des salariés et des administrateurs :

Actions de catégorie A

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2016
18 juillet 2006	30 juin 2006	10 000	5,95	59 500	2008	10 000
11 sept. 2007	30 juin 2006	26 560	5,95	158 032	2009	26 200
23 février 2009	26 juin 2008	9 800	1,95	19 110	2011	9 800
31 août 2010	24 juin 2010	64 000	3,90	249 600	2012	63 358
26 avril 2011	24 juin 2010	58 000	4,41	255 780	2013	57.572
22 mai 2012	26 juin 2011	110 000	3,64	400 400	2014	110.000
22 mai 2012	26 juin 2011	34 000	3,64	123 760	2016	34.000

Actions de catégorie B

Conseil d'administration (attribution)	Assemblée Générale	Actions attribuées	Cours à la date d'attribution	Valorisation	Année d'acquisition	Actions acquises au 31 déc. 2016
9 avril 2015	30 juin 2014	3 000	néant	386 880	2020	néant

Plus particulièrement concernant les administrateurs, trois plans d'attribution gratuite d'action de catégorie A sont en cours :

Date du conseil d'administration (attribution)	Nombre total d'actions attribuées	actions attribuées avec clause de performance	actions attribuées ou pour lesquelles les conditions de performance sont remplies au 31 déc. 2016
31 août 2010	64 000	64 000	63 358
26 avril 2011	58 000	26 000	57 572
22 mai 2012	44 000	44 000	44 000

- **Actions propres**

Au 31 décembre 2016, la société détient 8.198 actions propres.

Nombre de titres composant le capital au 1 ^{er} janvier 2016 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2016	41 527
Titres achetés dans l'exercice :	29 062
Titres vendus dans l'exercice :	28 391
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	34 000
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2016 :	8 198
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2016 :	3 593 680

NOTE 11 : Dettes financières à long terme

Les dettes financières à long terme de 2.930 milliers d'euros sont constituées de divers emprunts bancaires pour leur part à plus d'un an d'échéance.

Les emprunts bancaires pour leurs parts « court terme » et « long terme » se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16			31-déc.-15		
	< 1 an	> 1 an	Total	< 1 an	> 1 an	Total
Emprunt finançant l'acquisition d'AmberFin	623	1 898	2 522	453	2 522	2 975
Emprunt : Développement Participatif (1)	185	132	317	205	317	522
Emprunts souscrits par Dalet Italia	219	307	526	292	158	450
Emprunts divers	197	592	789	185	727	913
Total	1 224	2 930	4 154	1 136	3 724	4 860

(1) Contrat de prêt participatif BPI mis en place conjointement avec une banque partenaire.

NOTE 12 : Provisions à long terme

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	Augmentation	Diminution	Autres	Ecart de conversion	31-déc.-16
Provisions à long terme	554	77	-31	81	-4	677
dont provisions :						
Engagements de retraite	509	69	-1	81		659
TVA sur créances irrécouvrables	10					10
Autres risques	34	8	-31		-4	8

Les provisions à long terme sont constituées principalement des engagements de retraite comptabilisés conformément à la norme « IAS 19 : avantages du personnel » pour 659 milliers d'euros sur la maison mère située en France.

Engagements de retraite :

(en milliers d'euros)	31-déc-16	31-déc-15
Indemnités de fin de carrière	659	509
Taux d'actualisation	1,31 %	2,03 %
Effectif concerné	46 personnes	44 personnes
Age moyen	39 ans	38 ans

Le taux retenu est le taux IBOX AA 10.

Les montants comptabilisés se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc-16	31-déc-15
Coût des services rendus de l'exercice	60	46
Coût Financier	9	10
Total	69	57

Les montants reconnus au bilan ont évolué comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc-16	31-déc-15
Montant provisionné en début de période	509	843
Ecarts actuariels	81	-308
Coût sur la période	69	57
Cotisations / Prestations versées ou annulées	néant	-83
Montant provisionné en fin de période	659	509

NOTE 13 : Provisions à court terme

L'évolution des provisions à court terme au cours de l'exercice s'explique ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-15	Augmentation	Diminution	31-déc.-16
Provisions à court terme		96		96
dont provisions :				
Litiges liés aux salariés		9		9
Prestations à fournir		11		11
Autres risques		76		76

Les augmentations ou diminutions des provisions inscrites au bilan sont comptabilisées au compte de résultat en diminution ou augmentation des comptes de charges correspondants quand la nature de la provision permet de la rattacher directement à un compte de charge.

NOTE 14 : Dettes financières à court terme

Les dettes financières à court terme s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Concours bancaires	219	18
Emprunts bancaires	1 224	1 136
Factor	889	139
Total	2 332	1 292

NOTE 15 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Dettes sociales	3 886	3 698
Dettes fiscales	430	365
Total	4 316	4 063

NOTE 16 : Autres créditeurs

Les autres créditeurs se répartissent ainsi

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Produits constatés d'avance	10 571	5 960
Avances reçues sur commandes	355	453
Total	10 926	6 413

L'augmentation des produits constatés d'avance au 31 décembre 2016 s'explique par la très forte facturation enregistrée en fin d'année pour des projets ou des contrats de supports partiellement exécutés.

6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

NOTE 17 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par nature s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2016		2015	
Edition de logiciels	29 278	61%	28 318	60%
<i>Licences</i>	13 251	27%	13 397	28%
<i>Maintenance - Support</i>	16 027	33%	14 921	31%
Services	10 124	21%	9 168	19%
Matériels	8 824	18%	9 977	21%
Total	48 226	100%	47 463	100%

L'analyse par secteur géographique donne la répartition suivante :

(en milliers d'euros)	2016		2015	
Europe	21 070	44%	22 538	47%
<i>dont France</i>	7 232		3 364	
<i>dont Italie</i>	7 195		9 955	
Amériques	18 246	38%	17 952	38%
Afrique Moyen-Orient	2 161	4%	1 548	3%
Asie Océanie	6 749	14%	5 425	11%
Total	48 226	100%	47 463	100%

L'impact de l'avancement sur le chiffre d'affaires est le suivant :

(en milliers d'euros)	2016	2015
Avancement mesuré sur projets	-2 768	771

Au cours de l'exercice 2016, les ajustements du chiffre d'affaires à l'avancement sur les projets ont conduit à minorer la facturation de 2 768 milliers d'euros.

NOTE 18 : Marge Brute

La Marge Brute se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et le cout des ventes.

Le coût des ventes comporte :

- les achats liés aux ventes de matériels (achats de hardware, couts de transport, services d'installation ou d'assistance, logiciels tiers...),
- les charges de personnels des équipes intervenant dans la mise en œuvre des solutions (gestion de projet, formation, ...),
- les couts directs (sous-traitance, frais de voyages et déplacement, ...)
- une quote-part de frais généraux et d'amortissements.

(en milliers d'euros)	31-déc.-16		31-déc.-15	
Chiffre d'affaires	48 226		47 463	
Edition de logiciels	29 278		28 318	
Services	10 124		9 168	
Matériels	8 824		9 977	
Coût des ventes	-21 627		-22 485	
Achats de matériels et services associés	-7 001		-8 344	
Charges de personnel	-9 434		-8 596	
Autres charges	-5 193		-5 545	
Marge brute	26 598	55%	24 978	53%

NOTE 19 : Frais de Recherche et Développement

Les frais de Recherche et Développement se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Charges de personnel nettes des subventions	-8 580	-8 232
Frais de développement immobilisés sur la période	2 907	2 893
Amort. des frais de développement et de logiciels	-3 393	-3 343
Autres charges	-2 568	-2 318
Total	-11 634	-10 999

L'impact de l'activation des frais de Recherche et Développement s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Frais de développement immobilisés sur la période	2 907	2 893
Dotation aux amortissements	-2 914	-2 818
Impact sur le résultat opérationnel courant	-6	75
Impôts différés	188	-98
Impact sur le résultat net	182	-22

NOTE 20 : Frais de marketing et de ventes

Les frais de marketing et de ventes se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Charges de Personnel	-5 155	-4 986
Salons et autres charges	-2 032	-2 028
Déplacements missions réception	-1 118	-1 103
Commissions sur ventes	-849	-812
Charges nettes pour risques commerciaux *	170	-115
Total	-8 984	-9 044

(*) : provisions pour dépréciations et risques clients, nettes des reprises.

NOTE 21 : Frais généraux et administratifs.

Les frais de généraux et administratifs se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Charges de Personnel	-3 091	-3 091
Honoraires et intermédiaires	-777	-820
Autres charges	-731	-738
Total	-4 599	-4 650

NOTE 22 : Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Immobilisations incorporelles	3 283	3 227
<i>logiciels externes</i>	51	49
<i>frais de développement et logiciels</i>	3 232	3 177
Immobilisations corporelles	417	393
Total	3 700	3 620

NOTE 23 : Dotations aux provisions nettes des reprises

Les dotations et les reprises s'analysent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Risque clients et autres	-28	177
<i>Dotations</i>	-28	-8
<i>Reprises</i>		185
Dépréciations clients	182	-239
<i>Dotations</i>	-141	-424
<i>Reprises</i>	323	185
Total	155	-62

NOTE 24 : Autres produits et charges opérationnels

Au 31 décembre 2016, il a été constitué une provision de 76 milliers d'euros pour un risque de pénalité fiscale.

NOTE 25 : Charges et Produits financiers

Le coût de l'endettement financier brut est constitué pour l'intégralité de frais financiers.

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Produit de trésorerie et équivalent de trésorerie	30	19
Coût de l'endettement financier brut	-158	-173
Coût de l'endettement financier net	-128	-153

Les autres produits et charges financiers relèvent principalement de pertes et gains de change.

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Perte de change	-631	-727
Gain de change	341	557
Autres produits et charges	-8	-12
Total	-297	-182

NOTE 26 : Impôt sur les résultats

L'impôt sur les résultats constaté au compte de résultat se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Produit (Charge) d'impôt exigible	-349	-193
CVAE	-121	-99
Impôts différés sur frais de développement	252	-26
Autres impôts différés	-3	-21
Total	-220	-339

Les impôts différés actifs et passifs figurant au bilan consolidé se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Impôts différés actif		
Déficits imputables sur déficits fiscaux futurs	363	352
Autres différences temporaires	61	63
Total	424	415
Impôts différés passif		
Activation des frais de développement	322	511
Incorporels AmberFin	255	369
Total	578	880

L'impôt différé passif est lié à l'activation des frais de développement d'une part, et à l'enregistrement à l'actif de la marque et des logiciels évalués dans l'acquisition d'AmberFin d'autre part. Il se calcule au taux en vigueur dans la filiale où sont constatés ces actifs incorporels, sur la base des montants activés nets des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice.

6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 27 : Compte de Résultat par nature, marge brute commerciale, EBITDA.

La Marge brute commerciale se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et les achats de matériels et services associés liés aux ventes de matériels : achats de hardware, couts de transport, services d'installation ou d'assistance, logiciels tiers...

(en milliers d'euros)	31-déc.-16	31-déc.-15
Chiffre d'affaires	48 226	47 463
Achats de matériels et services associés	-7 001	-8 344
Marge brute commerciale	41 225	39 119
<i>Taux de marge</i>	<i>85,5%</i>	<i>82,4%</i>
Autres achats externes	-12 540	-12 573
Charges de personnel	-23 524	-22 211
Impôts et taxes	-179	-200
Autres produits et charges d'exploitation	-56	-168
EBITDA	4 926	3 967
Dotations aux amnts & provisions nettes des reprises	-3 545	-3 681
Résultat Opérationnel Courant	1 381	285

NOTE 28 : Déficits fiscaux

Les déficits fiscaux des principales filiales du groupe se décomposent comme suit :

(milliers d'euros)	Total	Dalet	DDMS USA Inc	AmberFin Ltd
TOTAL au 31 dec 2016	48 286	32 711	947	14 627
Reportables jusqu'au 31 décembre 2025	47 563	32 711	225	14 627
Reportables jusqu'au 31 décembre 2026	48 061	32 711	723	14 627
Reportables au-delà et sans limite	47 338	32 711		14 627

Les déficits fiscaux de DDMS USA Inc. ont été partiellement activés, ceux de Dalet ainsi que ceux d'AmberFin ne l'ont pas été compte tenu du degré d'incertitude existant sur la réalisation des résultats futurs.

NOTE 29 : Instruments Financiers

Le groupe n'utilise pas d'instrument financier dans le cadre de sa gestion du risque de taux. A ce titre, il n'existe pas de contrepartie des placements de trésorerie.

Par ailleurs, le groupe ne couvre pas le risque de change lié à la conversion en euros des états financiers des sociétés hors zone euro.

Ventilation des instruments financiers par catégorie

La répartition au 31 décembre 2016 est la suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2016						31/12/2015						
	Actifs disponibles à la vente	Disponibilités bloquées à long terme	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan	Actifs disponibles à la vente	Actifs disponibles à la vente	Disponibilités bloquées à long terme	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan
Actifs non courants													
Autres actifs financiers non courants		180	2 078			2 258			325	1 366			1 691
Instruments dérivés non courants													
Actifs courants													
Clients et comptes rattachés			17 814			17 814				14 483			14 483
Instruments dérivés courants													
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	37		6 532			6 569	33	35		4 335			4 370

NOTE 30 : Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers

Risque de crédit

Créances échues non dépréciées :

(en milliers d'euros)	2016	2015
Créances non échues et non dépréciées	14 125	10 940
Créances échues depuis moins de 60 jours	1 592	2 319
Créances échues depuis plus de 60 jours	1 764	957
Créances échues et non dépréciées	3 356	3 277
Montants bruts des créances dépréciées	589	783
Pertes de valeur comptabilisées	256	517
Valeur Nette des créances dépréciées	333	266
Créances clients nettes des pertes de valeurs	17 814	14 483

Les créances clients non dépréciées ne présentent pas de risque justifiant une provision.

Risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2016 de liquidités pour un total de 6.532 milliers d'euros contre 4.335 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Les ressources financières à court terme (endettement financier négatif) augmentent de 1.157 milliers d'euros en 2016. La trésorerie au 31 décembre 2016 excède les dettes financières totales de 2.349 milliers d'euros.

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2016 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

La totalité de l'endettement financier n'est pas soumis au versement d'un intérêt. Les actifs financiers sont constitués de placements en produits monétaires offrant peu de volatilité des taux.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise		USD		NIS
à la baisse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	-3,4%	-1 639	-0,1%	-28
Résultat opérationnel courant	-44,2%	-610	67,9%	939
à la hausse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	3,7%	1 803	0,1%	31
Résultat opérationnel courant	48,6%	671	-74,7%	-1 032

NOTE 31 : Effectifs

Les effectifs du groupe se décomposent comme suit :

Total personnel équivalent temps plein moyen	2016	2015
Salariés	317	308
VIE (Ubifrance)	14	16
Stagiaires		0
Total	331	324

Total personnel équivalent temps plein au 31 décembre	2016	2015
Salariés	314	321
VIE (Ubifrance)	15	16
Stagiaires		0
Total	329	337

NOTE 32 : Engagements hors bilan

Nous n'avons pas connaissance d'engagements hors bilan significatifs en dehors de ceux présentés ci-dessous :

1/ Engagement hors bilan liés au périmètre du groupe consolidé : néant

2/ Engagement hors bilan liés au financement de la société.

Engagements donnés :

Les contrats de prêt souscrits pour le financement des acquisitions de Dalet Italia et AmberFin ont fait l'objet de prises de garanties de la part des banques prêteuses sous la forme d'un nantissement du fonds de commerce de Dalet à hauteur de 2.240 milliers d'euros.

3/ Engagement hors bilan liés aux opérations

Engagements donnés

Au 31 décembre 2016, les cautions bancaires émises dans le cadre des opérations du groupe représentent 538 milliers d'euros.

Date d'échéance	Montant des garanties
<ul style="list-style-type: none">Moins d'un anPlus d'un an	<ul style="list-style-type: none">394 milliers d'euros144 milliers d'euros

Engagements reçus

Néant.

NOTE 33 : Relations avec les parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement au Groupe, ainsi que les entités qui y détiennent directement ou indirectement une participation.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément à la norme IAS 24 sans mettre en évidence d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2016.

La liste des sociétés consolidées du Groupe Dalet est présentée dans la note 6.2.1 « Périmètre de consolidation ». Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux incluant les avantages en nature ainsi que les charges comptabilisées au titre de paiements fondés sur des actions (IFRS 2) se décomposent ainsi :

Rémunération des dirigeants (en milliers d'euros)		2015	2016
David LASRY - PDG	Rémunération	228	245
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	27	-1
	S/Total	255	244
Stéphane GUEZ - DGD administrateur	Rémunération	234	233
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	11	15
	S/Total	245	248
Salomon ELHADAD - administrateur	Rémunération	250	254
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	11	15
	S/Total	261	269
Michael ELHADAD - administrateur	Rémunération	248	250
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	11	15
	S/Total	259	265
Windcrest Partner - administrateur	Rémunération		
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)		
	S/Total	néant	néant
Anna Mae Sokusky - administrateur	Rémunération	7	7
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)		
	S/Total	7	7
Stéphane SCHLAYEN - DGD non administrateur	Rémunération	200	204
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	27	37
	S/Total	227	241
TOTAL	Rémunération	1 167	1 193
	Attribution d'actions gratuites (IFRS 2)	87	81
	TOTAL	1 254	1 274

Autre

Néant.

NOTE 34 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Thierry YOUNES			
		2016		2015		2016		2015	
		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	61.0	70%	61.0	74%	44.0	100 %	44.0	100 %
	Filiales intégrées globalement	26.1	30%	21.6	26%	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	néant	-	néant	100 %
<i>Sous total</i>		87.1	100%	82.6	100%	44.0	100%	44.0	100%
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	4.9	100%	24.6	100%	néant	-	néant	-
<i>Sous total</i>		4.9	100%	24.6	100%	néant	-	néant	-
Total		92.0	100 %	107.2	100 %	44.0	100 %	44.0	100 %

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill, selon les modalités décrites dans les notes 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – goodwill » et 6.3 « Notes sur le bilan – goodwill » de

l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées établies sous le contrôle de la Direction du Groupe, et nous avons vérifié que les notes 6.2.1 et 6.3 de l'annexe donnent une information appropriée.

- La note 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – frais de développement » de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif de ces frais, ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note 6.2.1 de l'annexe fournit une information appropriée.
- La note 6.2.1 « Règles et méthodes d'évaluation – chiffre d'affaires » de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation du Chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces méthodes et notamment la méthode par avancement pour les projets complexes et nous sommes assurés que la note 6.2.1 de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2017

Les commissaires aux comptes

Thierry YOUNES

Deloitte & Associés

Ariane BUCAILLE

RAPPORT DE GESTION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons conviés, conformément à la loi et aux Statuts de notre Société, pour vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur la marche des affaires de notre Société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2016.

En application de l'article L233-16 du Code de Commerce, nous avons établi les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2016.

Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les comptes consolidés établis au 31 décembre 2016.

Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents ont été mis à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours précédant l'assemblée en même temps que les rapports des Commissaires aux Comptes.

Nous vous demandons de nous en donner acte.

1. Rapport sur la gestion du groupe

Le périmètre de consolidation de la Société comprend les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A.	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Royaume-Uni
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100 %	100 %	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89 %	99,89 %	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100 %	100 %	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98 %	99,98 %	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100 %	100 %	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100 %	100 %	Singapour
Dalet Italia S.R.L.	Intégration Globale	100 %	100 %	Italie
Dalet Media Systems LLC	Intégration Globale	100%	100%	Russie
AmberFin Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Royaume-Uni

1.1 *Faits marquants de l'exercice*

Néant

1.2 *Événements postérieurs à la clôture :*

Une réclamation commerciale intervenue postérieurement à la date de clôture des comptes a fait l'objet d'une déclaration auprès de l'assureur en responsabilité civile professionnelle qui a pris le dossier en charge.

L'instruction est en cours ; devant l'impossibilité d'évaluer l'issue de cette demande, il n'a pas été comptabilisé de provision.

1.3 Activités et résultats du groupe – évolution prévisible

1.3.1 Résultats du Groupe

L'activité du groupe Dalet sur les deux derniers exercices peut être résumée ainsi :

(EN MILLIERS D'EUROS)	2016	2015
Chiffre d'affaires	48.226	47.463
Résultat Opérationnel Courant	1.381	285
Résultat Opérationnel	1.305	-125
Résultat courant avant impôt	880	-461
Résultat net consolidé	660	-800
Résultat net part du groupe	660	-800

Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du groupe

Sur l'ensemble de l'exercice 2016, le chiffre d'affaires consolidé de Dalet ressort à 48.226 milliers d'euros contre 47.463 milliers d'euros en 2015 soit une progression de 1,6 %.

L'évolution des principaux est la suivante :

- La marge brute passe de 24 978 milliers d'euros en 2015 à 26.598 milliers d'euros en 2016, en augmentation de 6,5%.
- Les frais de R&D passent de 10.999 milliers d'euros en 2015 à 11.634 milliers d'euros en 2016, en augmentation de 5,8 %.
- Les frais Marketing et Ventes passent de 9.044 milliers d'euros en 2015 à 8.984 milliers d'euros en 2016.
- Les frais Administratifs passent de 4.650 milliers d'euros en 2015 à 4.599 milliers d'euros en 2016.

Il en ressort un résultat opérationnel courant positif de 1.381 milliers d'euros contre 285 milliers d'euros l'année précédente.

Les éléments non courants représentant une charge de 76 milliers d'euro, le résultat opérationnel s'établit à 1.305 milliers d'euros.

Compte tenu d'une perte financière de 425 milliers d'euros, le résultat courant avant impôts ressort à 880 milliers d'euros.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 220 milliers d'euros, le bénéfice part du groupe s'établit en 2016 à 660 milliers d'euros contre une perte de 800 milliers d'euros en 2015.

Par ailleurs, le groupe a activé ses frais de développement en conformité avec la norme IAS 38. L'actif incorporel net figurant au bilan 2016 et correspondant aux frais de développement est de 4.027 milliers d'euros à comparer à 4.033 milliers d'euros l'année précédente.

Les actifs incorporels figurant au Bilan au 31 décembre 2016 en valeur nette se décomposent ainsi :

R&D :	4.027	milliers d'euros
Marque :	287	milliers d'euros
Logiciels :	990	milliers d'euros
Divers :	70	milliers d'euros
Total :	5.375	milliers d'euros

Activité commerciale

Le chiffre d'affaires par nature se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	2016		2015	
Edition de logiciels	29 278	61%	28 318	60%
<i>Licences</i>	13 251	27%	13 397	28%
<i>Maintenance - Support</i>	16 027	33%	14 921	31%
Services	10 124	21%	9 168	19%
Matériels	8 824	18%	9 977	21%
Total	48 226	100%	47 463	100%

Sur le plan géographique, la décomposition est la suivante :

(en milliers d'euros)	2016		2015	
Europe	21 070	44%	22 538	47%
<i>dont France</i>	7 232		3 364	
<i>dont Italie</i>	7 195		9 955	
Amériques	18 246	38%	17 952	38%
Afrique Moyen-Orient	2 161	4%	1 548	3%
Asie Océanie	6 749	14%	5 425	11%
Total	48 226	100%	47 463	100%

Endettement

L'évolution de l'endettement peut se traduire dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)		31/12/2016	31/12/2015
Liquidités			
A Trésorerie	1	6 495	4 300
B Placements			
C Valeurs mobilières de placement	2	37	35
D Total A + B + C		6 532	4 335
E Actifs financiers courants			
Dette court terme			
F Dette bancaire court terme (concours bancaires)		219	18
G Part court terme des emprunts obligataires			
H Autres dettes court terme	3	2 113	1 274
I Total F + G + H		2 332	1 292
J Endettement financier court terme : I - D - E		-4 200	-3 043
Dette long terme			
K Dette bancaire long terme		2 930	3 724
L Part long terme des emprunts obligataires			
M Autres dettes long terme	4	0	0
N Total K + L + M		2 390	3 724
O Actifs Financiers non courants	5	539	683
P Endettement financier net long terme : N - O		1 851	3 041
Q Endettement financier net J + P		-2 349	-2

- | |
|---|
| 1 : Disponibilités dont tirage sur ligne d'affacturage
2 : SICAV et FCP monétaires et FCP garantis à moins d'un an
3 : Tirage sur factor, dettes crédit-bail à moins d'un an
4 : Part à plus d'un an des dettes crédit-bail
5 : Fonds de garantie des contrats d'affacturage, cash bloqué et dépôt de garantie divers |
|---|

Les ressources financières à court terme (endettement financier négatif) s'améliorent de 1.157 milliers d'euros en 2016 sous l'effet de l'augmentation de la trésorerie, en dépit de l'augmentation des dettes à court terme.

L'endettement financier net à long terme quant à lui diminue de 1.334 milliers d'euros.

Au global, l'endettement financier net diminue de 2 347 milliers d'euros.

Activité en matière de recherche et développement (R&D)

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année représentent 2.907 milliers d'euros. La dotation aux amortissements de l'exercice correspondant est de 2.914 milliers d'euros, créant un impact négatif de 6 milliers d'euros sur le résultat opérationnel courant.

L'actif net immobilisé s'élève à 4.027 milliers d'euros.

En raison d'une baisse des impôts différés calculés sur la valeur nette de l'actif immobilisé, l'impact positif sur le résultat net est de 182 milliers d'euros.

Filiales et participations

Vous trouverez ci-après un tableau résumant la situation des filiales :

- Le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.
- Dalet S.A. a perçu un dividende de 120.000 AUD de la part de Dalet Australia Pty Ltd

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 € =
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA Inc	7.172 KUSD	(3.457) KUSD	100.00%	5 768	5 768	-	-	-	18 785	346	1.10690 USD
Dalet Ltd	5 KGBP	156 KGBP	100.00%	8	8	-	-	-	955	47	0.81948 GBP
AmberFin Ltd	3.864 KGBP	(4.995) KGBP	100.00%	4 649	3 683	1 956	1 956	-	2 527	-63	0.81948 GBP
Dalet Sistemas Espana SA	60 KE	136 KE	99.98%	60	60	-	-	-	439	20	
Gefen-Dekel Technologies Ltd	50 KILS	17.406 KILS	99.90%	10	10	-	-	-	11 065	250	4.24890 ILS
Dalet GmbH	25 KE	(107) KE	100.00%	3 604	-	151	3	-	122	-66	
Dalet Australia Pty Ltd	-	7 KAUD	100.00%	-	-	-	-	-	1 458	135	1.48830 AUD
Dalet Systems Asia Pte Ltd	200 KSGD	(552) KSGD	100.00%	114	-	353	183	-	2 688	61	1.52750 SGD
Dalet Italia SRL	102 KE	853 KE	100.00%	1 962	1 962	-	-	-	7 407	213	
Dalet Media Systems LLC	1.200 RUB	(3.176) KRUB	100.00%	28	-	185	138	-	338	-14	74.14460 RUB
TOTAL				16 203	11 491	2 645	2 280			929	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Activité des principales sociétés :

(en milliers)	2016		2015	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Digital Média Systems Inc.				
Chiffre d'affaires	20 793	18 785	19 517	17 591
Résultat Net	383	346	323	291
Gefen				
Chiffre d'affaires	47 016	11 065	47 010	10 902
Résultat Net	1 063	250	1 542	358
Dalet Italia Srl				
Chiffre d'affaires		7 407		10 241
Résultat Net		213		171
AmberFin Ltd				
Chiffre d'affaires	2 071	2 527	2 428	3 345
Résultat Net	-52	-63	73	100

Petites filiales exerçant une représentation commerciale et technique :

Ces petites filiales fonctionnent toutes selon un schéma de financement « cost plus » vis-à-vis de la société mère ou d'un volume de facturation hors groupe limité.

(en milliers)	2016		2015	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Australia Pty Ltd (Australie)				
Chiffre d'affaires	2 169	1 458	1 474	997
Résultat Net	201	135	119	81
Dalet Systems Asia Pte (Singapour)				
Chiffre d'affaires	4 106	2 688	3 204	2 100
Résultat Net	93	61	34	23
Dalet Limited (Angleterre)				
Chiffre d'affaires	783	955	641	883
Résultat Net	39	47	34	46
Dalet GmbH (Allemagne)				
Chiffre d'affaires		122		110
Résultat Net		-66		-96
Dalet Sistemas España (Espagne)				
Chiffre d'affaires		439		361
Résultat Net		20		14
Dalet Media Systems LLC (Russie)				
Chiffre d'affaires	25 041	338	9 556	140
Résultat Net	-1 029	-14	-344	-5

1.3.2 Perspectives d'avenir du Groupe

Sur l'année 2016, l'activité de Dalet a été tirée par des grands déploiements de sa plateforme Galaxy dans le marché des News, du Sport et du Media Asset Management. Galaxy dispose d'une grande richesse fonctionnelle pour le traitement, la production et l'indexation multimédia, et d'une capacité inégalée de modélisation des workflows les plus complexes de l'industrie des médias. Au cours de l'année, Dalet Galaxy s'est imposé comme l'une des solutions les plus puissantes dans le domaine du BPM (Business Process Management) appliqué à la chaîne de production média. Des diffuseurs parmi les plus grands au monde, comme Euronews, GloboTV, Time Warner Cable, Fox ou France Télévision, ont confié à nouveau à Dalet des projets de grande envergure. Dalet a également commencé à récolter les fruits de ses investissements commerciaux significatifs en Asie-Pacifique, avec à la clé des contrats importants en Australie, et ses premiers pas au Japon.

En 2017, Dalet table sur une poursuite de son développement, les trois régions Europe, Amériques et Asie-Pacifique devant connaître des activités soutenues.

Galaxy continue de s'enrichir de fonctionnalités permettant d'adresser les réseaux sociaux et la diffusion online, la gestion des contenus UHD, la manipulation d'objets media complexes pour la distribution vidéo (norme IMF), la virtualisation et le cloud.

Le développement du revenu récurrent lié aux activités de support et maintenance, et la mise en place d'une méthodologie et d'un pilotage opérationnel plus serré des activités de service devraient contribuer à l'amélioration des marges.

1.3.3 Risques stratégiques

Risques liés aux évolutions technologiques

Le Groupe évolue dans un environnement où les évolutions technologiques sont rapides et génèrent de nouveaux besoins. Le développement des activités du Groupe dépend donc en grande partie de sa capacité à anticiper ces évolutions technologiques en maintenant un effort de Recherche & Développement important.

Risque de dépendance à l'égard de la conjoncture économique

Bien qu'une part significative de l'activité soit liée à des contrats de maintenance récurrents, le Groupe n'est pas à l'abri d'une baisse d'activité soudaine, affectant ainsi son activité, son résultat d'exploitation et sa situation financière.

1.3.4 Risques juridiques

La société n'a aucun procès en cours dans lequel elle serait en position défensive.

À la connaissance du Groupe, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une importance significative sur le patrimoine, la situation financière, l'activité ou les résultats du Groupe qui n'ait fait l'objet d'une provision.

Le Groupe s'appuie sur des droits de propriété intellectuelle qui sont le support de son savoir-faire technologique et de son identité commerciale. Il est donc important pour le Groupe d'assurer une protection efficace de ces droits dans les pays dans lesquels il intervient.

Ainsi, les principales marques du Groupe, Dalet et AmberFin, sont déposées en France et dans une dizaine de pays européens, inscrites au registre international pour l'Union Européenne, et enregistrées comme des US Trademark aux Etats Unis.

Le Groupe a un certain nombre de brevets pour des inventions techniques, et dépose des demandes pour de nouvelles inventions, l'objectif principal de cette politique en matière de brevets est de lui permettre de mieux défendre sa propriété intellectuelle.

Enfin, les codes sources des différents programmes sont déposés périodiquement au nom de Dalet auprès de LOGITAS (www.logitas.com).

Dans ses relations avec ses clients et avec ses collaborateurs, la politique de Dalet est de contrôler par des clauses contractuelles l'accès à sa propriété intellectuelle ainsi que sa diffusion.

Toutefois, Dalet ne peut garantir que les dispositions mises en place en vue de protéger ses droits de propriété intellectuelle empêcheront le détournement ou l'utilisation illicite de son savoir-faire par des tiers, ou que ses concurrents ne développeront des technologies similaires

aux siennes.

Dalet n'exploite pas de brevets appartenant à des tiers.

1.3.5 Risque de crédit ou de contrepartie

Dalet n'est pas en situation de risque particulier vis-à-vis de ses plus gros clients qui sont des grands noms des médias privés ou publics.

La somme totale du poste client hors dépréciations au 31 décembre 2016 était de 18.070 milliers d'euros contre 15.000 milliers d'euros l'année précédente. Les risques clients sont provisionnés à hauteur de 256 milliers d'euros, soit 1,4 % des créances clients brutes contre des provisions de 517 milliers d'euros au 31 décembre 2015, soit 3,45 % des créances.

1.3.6 Risques opérationnels

1.3.6.1 Risques liés aux fournisseurs

Dalet ne discerne dans ses relations avec ses fournisseurs aucune situation de dépendance pouvant provoquer un risque particulier.

1.3.6.2 Risques liés aux gros clients

La concentration du Chiffre d'affaires sur des gros clients est comparable à celle constatée en 2015, en dehors du plus gros compte qui représente 10 % du chiffre d'affaires 2016 contre 16% en 2015.

	le plus gros	5 plus gros	10 plus gros
2016	10 %	25 %	38 %
2015	16 %	27 %	38 %

1.3.7 Le risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2016 de liquidités pour un total de 6.532 milliers d'euros contre 4.335 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Les ressources financières à court terme (endettement financier négatif) augmentent de 1.157 milliers d'euros en 2016. La trésorerie au 31 décembre 2016 excède les dettes financières totales de 2.349 milliers d'euros.

Au global, le rapport des dettes financières rapportées aux capitaux propres (gearing) diminue à 28 % contre 33 % en 2015.

Toutefois, si une évolution défavorable rendait l'apport de capitaux supplémentaires nécessaire, l'obtention de ces ressources financières additionnelles pourrait se révéler difficile.

1.3.8 Risques de marché

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2016 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant à une variation de 10 % des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
à la baisse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	-3,4%	-1 639	-0,1%	-28
Résultat opérationnel courant	-44,2%	-610	67,9%	939
à la hausse :	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	3,7%	1 803	0,1%	31
Résultat opérationnel courant	48,6%	671	-74,7%	-1 032

1.4 *Assurances et couverture des risques*

Les principales polices du Groupe couvrent la responsabilité civile et les risques.

La responsabilité civile professionnelle offre une garantie de 7.500.000 euros par an et par sinistre sans limitation de zone géographique.

Les différentes implantations du groupe sont couvertes par des polices multirisques n'appelant pas de commentaire particulier.

Par ailleurs, compte tenu de ses spécificités, Dalet n'a pas jugé utile de se couvrir en perte d'exploitation.

1.5 *Approbation des comptes consolidés*

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes, de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous sont présentés.

2. Rapport de gestion sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

2.1. Faits marquants de l'exercice

Se référer au paragraphe 1.1 du rapport sur la gestion du groupe.

2.2. Activité et résultats sociaux de l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires hors taxes de cet exercice social s'élève à 27.597.136 euros contre 23.848.249 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d'une production immobilisée de 2.907.444 euros, de subventions d'exploitations pour 28.000 euros, de reprises sur provisions de 342.092 euros, de transferts de charges et autres produits d'exploitation pour un montant de 75.200 euros, le total des produits d'exploitation s'élève à 30.949.872 euros contre 27.231.097 euros en 2015.

Les charges d'exploitation se sont élevées pour leur part à 31.499.046 euros contre 28.445.508 euros l'année précédente.

Les différents postes sont les suivants :

- Achat de marchandises et variations de stocks :2.895.044 euros
- Autres charges externes : 19.872.925 euros
- Impôts, taxes et versements assimilés :264.018 euros
- Charges de personnel :4.953.704 euros
- Dotations aux amortissements et provisions :3.121.044 euros
- Autres charges :392.311 euros

L'exploitation a ainsi généré une perte de 549.174 euros.

Compte tenu de pertes financières de 869.746 euros, d'une perte exceptionnelle de 23.671 euros et d'un produit d'impôt de 618.458 euros, le résultat de l'exercice se traduit par une perte de 824.133 euros.

Vous trouverez ci-après en **Annexe 1** le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2.3. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les frais de développement sont activés dans le respect des critères prévus par le règlement CRC-2004-06.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.4. *Dividendes antérieurs*

Nous vous demanderons de prendre acte, en application des dispositions de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts) qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

2.5. *Délais de paiements*

Conformément aux termes de l'article L 441-6 -1 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous informons de la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

31-déc.-15					
	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe	1 481 396	1 037 123	2 115 636		581 578
France	184 398	123 763	76 257		24 273
International hors Groupe	121 386	53 412	33 645	212 232	181 796
Total	1 787 180	1 214 299	2 225 538	212 232	787 647

31-déc.-16					
	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe	1 051 845	1 149 208		2 660 000	400 000
France	448 513	177 260	92 577		84 658
International hors Groupe	368 682	343 779	66 508		20 025
Total	1 869 040	1 670 247	159 085	2 660 000	504 684

Hors facture en litige et opération intergroupe faisant l'objet de dispositions particulières, les délais de paiements moyens se situent entre 30 et 60 jours.

2.6. *Activité en matière de recherche et de développement*

Dalet SA a activé au cours de l'exercice 2016, les dépenses de développement de ses logiciels, dans la mesure où elles respectent les critères définis par le règlement 2004-06 du CRC. Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année 2016 représentent 2.907.444 euros. La dotation à l'amortissement de l'exercice correspondant est de 2.913.589 euros. L'impact sur le résultat d'exploitation est de 6.145 euros.

2.7. *Dépenses non déductibles fiscalement*

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses visées aux articles 39-4 et 39-5 du même Code, non déductibles du résultat fiscal.

2.8. *Situation de la société, perspectives d'avenir*

En ce qui concerne la situation de la société et de ses perspectives d'avenir, nous nous référons à la première partie du présent rapport concernant la gestion du groupe.

2.9. Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice soit : **824.133 euros**
au report à nouveau pour **824.133 euros**
qui passerait ainsi à **(8.371) euros**

2.10. Conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce

Votre conseil d'administration a donné toutes informations utiles aux Commissaires aux comptes afin de leur permettre d'établir leur rapport spécial sur les conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Il vous sera donné lecture de ce rapport.

Nous vous signalons qu'il n'existe aucune convention règlementée au titre de l'exercice 2016.

2.11. Approbation des comptes, Quitus

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés, de donner quitus à vos administrateurs pour leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

2.12. Rapport sur les comptes annuels

Il vous sera également donné lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice.

2.13. Informations concernant le capital social

2.13.1. Capital social au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, le capital social était de 7.187.360 euros, entièrement libéré, divisé en 3.593.680 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 2,00 euros.

2.13.2. Informations concernant la détention par la société de ses propres actions

La société a procédé au cours de l'exercice à l'achat d'actions propres ISIN FR0011026749 dans le cadre des autorisations en cours.

Nombre de titres composant le capital au 1 ^{er} janvier 2016 :	3 593 680
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 1er janvier 2016	41 527
Titres achetés dans l'exercice :	29 062
Titres vendus dans l'exercice :	28 391
Titres émis au cours de l'exercice :	néant
Nombre de titres transférés dans l'exercice :	34 000
Nombre de titres annulés dans l'exercice :	néant
Titres auto détenus de manière directe et indirecte au 31 décembre 2016 :	8 198
Nombre de titres composant le capital au 31 décembre 2016 :	3 593 680

A ce jour, la société n'a pas fait usage de produits dérivés, et n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés.

2.14. Informations concernant les plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions ainsi que les bons de souscription d'actions en cours

2.14.1. Plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions

Le Conseil d'Administration lors de sa séance du 22 mai 2012, a décidé la mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions au profit de managers et des salariés de la filiale Dalet Digital Media Systems Inc (USA) portant sur 34.000 actions ordinaire. Après avoir constaté que les conditions d'attribution étaient remplies, le Président a décidé en date du 23 mai 2016 l'attribution définitive des 34.000 actions gratuites aux bénéficiaires , à prélever sur les actions auto détenues par la société.

2.14.2. Bons de souscription d'actions : néant

2.15. Répartition du capital social et des droits de vote

2.15.1. La répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2016 est la suivante :

Actionnaires	31-déc-15				31-déc-16			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
Dirigeants								
Michaël Elhadad	165 834	4,61%	320 668	6,80%	165 834	4,61%	331 668	6,79%
Salomon Elhadad	153 939	4,28%	198 083	4,20%	150 939	4,20%	203 083	4,16%
David Lasry	165 204	4,60%	289 697	6,14%	163 194	4,54%	298 687	6,12%
Stéphane Guez	154 870	4,31%	309 740	6,57%	165 870	4,62%	320 740	6,57%
Stéphane Schlayen	33 238	0,92%	55 476	1,18%	15 685	0,44%	31 370	0,64%
Investisseurs								
Windcrest Partners Ltd	478 662	13,32%	950 784	20,16%	478 662	13,32%	950 784	19,48%
Hinsdale LCC (*)	129 000	3,59%	145 000	3,07%	129 000	3,59%	145 000	2,97%
Soje Fund LP (*)	609 888	16,97%	660 888	14,01%	609 888	16,97%	660 888	13,54%
Autres titres contrôlés par J. Pinto	100 300	2,79%	100 300	2,13%	103 121	2,87%	103 121	2,11%
Auto détention	41 527	1,16%	-	0,00%	8 198	0,23%	-	0,00%
Divers nominatif	265 935	7,40%	389 748	8,26%	256 864	7,15%	489 952	10,04%
Public	1 295 283	36,04%	1 295 283	27,47%	1 346 425	37,47%	1 346 425	27,58%
Total	3 593 680	100,00%	4 715 667	100,00%	3 593 680	100,00%	4 881 718	100,00%
	3 593 680		4 715 667		3 593 680		4 881 718	

(*) Les fonds Hinsdale LLC et Soje LP sont gérés par M. John Pinto qui détient un pouvoir général statutaire donné par les actionnaires desdits fonds pour exercer les droits de vote au sein des assemblées des sociétés dont les titres sont détenus en portefeuille

2.15.2. Participation des salariés au capital de la Société

Notre société n'a mis en place aucun plan d'actionnariat au bénéfice des salariés. Les salariés actionnaires de la société ont régulièrement acquis leurs actions sur le marché. Il a toutefois été attribué des actions gratuites au cours de l'exercice à certains salariés. Selon les informations disponibles, les salariés du groupe détenaient 1,4 % du capital au 31 décembre 2016.

2.15.3. Franchissement de seuil

La société n'a pas connaissance d'un franchissement de seuil intervenu au cours de l'exercice.

2.15.4. Informations relatives au capital autorisé mais non émis : point sur l'utilisation des autorisations globale ou individuelles consenties au conseil d'administration :

Conformément à l'article L.225-100 du code de commerce, vous trouverez en **Annexe 2** un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital. Ce tableau fait également apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

2.15.5. Évolution du cours du titre au cours de l'exercice écoulé

Nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice écoulé, le cours unitaire de l'action a oscillé entre 4,53 euros et 11,0 euros :

Mois	Max	Min	Volume mois
janv-16	4,98	4,60	9 845
févr-16	5,18	4,53	15 039
mars-16	6,10	5,08	22 223
avr-16	6,20	5,85	19 586
mai-16	6,40	6,15	26 592
juin-16	6,16	5,65	26 066
juil-16	6,75	6,13	21 873
août-16	7,75	6,71	42 497
sept-16	8,03	7,49	85 417
oct-16	10,48	7,99	69 416
nov-16	11,00	9,85	59 432
déc-16	10,30	10,03	54 251
janv-17	10,10	9,71	41 839
févr-17	10,00	9,30	32 599
mars-17	9,29	9,05	74 803
Période	11,00	4,53	601 478

2.16. Direction Générale / Gouvernement d'entreprise

Le conseil d'administration, dans sa séance du 26 juin 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général. En conséquence, il a maintenu M. David Lasry dans ses fonctions de Président Directeur Général.

2.16.1. Rémunérations attribuées aux mandataires sociaux

Jetons de présence versés en 2016

Des jetons de présence ont été accordés à Anna Mae Sokusky, administrateur indépendant, pour 8.000 USD.

Rémunérations et avantages, de toute nature, attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les rémunérations indiquées sont des rémunérations brutes incluant les avantages en nature. Les rémunérations variables sont attribuées en fonction du respect des objectifs budgétaires du groupe.

Il est précisé que Monsieur Lasry a bénéficié d'un régime d'assurance chômage spécifique aux mandataires sociaux (GSC auprès de GAN Assurances) pour lequel les avantages en nature correspondants lui sont réintégrés.

Nom et Fonctions du dirigeant mandataire social	2015		2016	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
David LASRY - PDG				
Rémunération fixe	142 093	152 965	173 211	177 091
Rémunération variable	53 117	70 217	58 661	49 279
Éléments exceptionnels				
Jetons de présence		na		
Avantages en nature	15 806	4 934	22 242	18 362
TOTAL	211 017	228 117	254 114	244 733
Stéphane GUEZ - DGD administrateur				
Rémunération fixe	166 069	166 069	166 614	166 614
Rémunération variable	77 163	68 123	73 647	66 470
Éléments exceptionnels	0	0		
Jetons de présence	0	0		
Avantages en nature	0	0	0	0
TOTAL	243 232	234 192	240 261	233 084
Salomon ELHADAD - administrateur				
Rémunération fixe	151 105	151 105	153 400	153 400
Rémunération variable	66 768	66 768	67 782	67 782
Éléments exceptionnels	0	0		
Jetons de présence	0	0		
Avantages en nature	31 757	31 757	32 384	32 384
TOTAL	249 630	249 630	253 566	253 566
Michael ELHADAD - administrateur				
Rémunération fixe	151 017	151 017	153 400	153 400
Rémunération variable	66 768	66 768	67 782	67 782
Éléments exceptionnels	0	0		
Jetons de présence	0	0		
Avantages en nature	30 394	30 296	29 191	29 191
TOTAL	248 180	248 081	250 373	250 373
Windcrest Partner - administrateur				
Rémunération fixe	néant	néant		
Rémunération variable	néant	néant		
Éléments exceptionnels				
Jetons de présence	néant	néant		
Avantages en nature	néant	néant		
TOTAL			0	0
Anna Mae Sokusky - administrateur				
Rémunération fixe	0	0		
Rémunération variable	0	0		
Éléments exceptionnels				
Jetons de présence	7 210	7 210	7 233	7 233
Avantages en nature	0	0		
TOTAL	7 210	7 210	7 233	7 233
Stéphane SCHLAYEN - DGD non administrateur				
Rémunération fixe	140 000	140 903	140 000	141 843
Rémunération variable	59 059	58 921	72 671	62 483
Éléments exceptionnels				
Jetons de présence	na	na		
Avantages en nature	903	na	1 843	0
TOTAL	199 962	199 824	214 514	204 326

Rémunération versée au sens de l'annexe	1 167 053	1 193 314
--	------------------	------------------

Stock-Options

Administrateurs	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. David Lasry	Néant	Néant	Néant
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	Néant
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	Néant
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	Néant
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Options de souscription d'action		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exerçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	Néant

Actions gratuites

Administrateurs	Actions gratuites catégorie A :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. David Lasry	Néant	Néant	42.679
M. Stéphane Guez	Néant	11.000	42.679
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	39.786
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	39.786
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Administrateurs	Actions gratuites catégorie B :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. David Lasry	Néant	Néant	570
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	570
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	570
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	570
Mme Anna Mae Sokusky	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Actions gratuites catégorie A :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	31.000

- 10.000 par décision du conseil d'administration du 11 septembre 2007 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006 ;
- 10.000 par décision du conseil d'administration du 18 juillet 2006 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006.
- 11.000 par décision, du conseil d'administration du 22 mai 2012 selon autorisation de l'AG du 28 juin 2011.

Autres dirigeants	Actions gratuites catégorie B :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	570

2.16.2. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
M. David LASRY 16, rue Escudier à Boulogne- Billancourt 92100 Président Directeur Général	- Néant
M. Stéphane GUEZ 12 rue de Fontenay 92230 SCEAUX Administrateur et Directeur Général Délégué	- Dalet Digital Media Systems USA Inc. « President »
M. Salomon ELHADAD 106, rue du Faubourg du Temple à Paris 75011 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd. : President
M. Michael ELHADAD 18 avenue Mozart Paris 75016 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : Directeur Recherche et Développement
Windcrest Partners 112 East 42Nd Street New York N6 10168 USA Administrateur	- ENNOV : Administrateur
Anna Mae Sokusky 56, Ridge Brook Drive Stamford CT USA 06903	- Néant

2.16.3. Fonctionnement des organes d'administration

Conformément aux statuts, le conseil d'administration a choisi de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur Général. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il est précisé que le conseil d'administration n'a pas apporté de limitation particulière aux pouvoirs du Président Directeur Général en dehors de celles définies par la loi. Le Président est assisté de deux Directeurs Généraux Délégués, Messieurs GUEZ et SCHLAYEN, lui-même non administrateur.

Le conseil d'administration n'a pas jugé nécessaire au cours de l'exercice de se doter d'un règlement intérieur précisant ses règles de fonctionnement, ni de constituer de comité spécialisé.

Le domaine d'action du conseil d'administration a compris la validation de la stratégie et des orientations du groupe, les opérations significatives (investissements, restructurations, ...) et le suivi de leur exécution ainsi que l'information importante fournie aux actionnaires et aux marchés financiers.

2.16.4. Renouvellement de mandat

Le mandat d'administrateur de la société WINDCREST PARTNERS représentée par Monsieur Michaël GELLERT a été renouvelé par l'assemblée générale du 28 juin 2011, il expirera donc lors de l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Nous proposerons à l'assemblée de bien vouloir le renouveler pour une nouvelle durée de 6 années.

2.17. Informations relatives à la façon dont la Société prend en compte les conséquences environnementales et sociales de son activité

2.17.1. Conséquences environnementales

Les activités de Dalet SA ne mettant en jeu aucun processus de production ou de fabrication, elles ne peuvent constituer une agression de l'environnement naturel.

2.17.2. Conséquences sociales :

L'effectif salarié tient compte des salariés équivalents temps plein moyen.
Il est tenu compte d'un établissement en Corée.

Personnel salarié	2016	2015
Cadres	42	39
Employés	5	5
Total	47	44

Il n'est pas fait appel à des travailleurs intérimaires.

- **Formation professionnelle**

Au cours de l'exercice, 475 euros ont été consacrés à la formation professionnelle. Ces dépenses représentent 4 heures de formation. Un salarié a bénéficié de cette formation.

- **Représentation du personnel** : la société ne possède pas de représentants du personnel ni de comité d'entreprise.
- **Emploi des travailleurs handicapés** : la société emploie une personne ayant une reconnaissance qualité de travailleur handicapé.

Concernant le groupe, l'effectif salarié moyen 2016 est de 317 personnes.

- **Organisation du temps de travail :**

Le temps de travail est globalement organisé du lundi au vendredi.

Compte tenu de l'activité de la société, une partie des salariés est amenée à intervenir directement sur les sites des clients. Ainsi, l'activité s'organise selon des plannings établis par services et en fonction des projets et des clients.

Sur certains projets, la société a été amenée à établir des plannings très spécifiques avec des astreintes le soir et le week-end. Ces aménagements ont fait l'objet de notes de services et ont été mis en place après accord des salariés participant.

- **Durée :**

- **Salariés à temps plein :**

La moyenne hebdomadaire effective de temps de travail est de 35h00 et les salariés disposent d'un jour de RTT par mois.

- **Salariés à temps partiel :**

La société n'emploie pas de salariés à temps partiel.

- **L'absentéisme et ses motifs :**

En 2016, la société a un taux d'absentéisme de 3,55 % (voir 3.1.2.2).

- **Rémunération des salariés et leur évolution :**

La majorité des salariés est cadre et les rémunérations sont largement supérieures aux minimas fixés par la Convention Collective.

La révision des rémunérations se fait le plus souvent en début d'année, lors d'un entretien individuel.

- **Intéressement :**

Aucun accord d'intéressement des salariés n'a été applicable en 2016.

- **Egalité professionnelle entre hommes et femmes :**

En 2016, l'effectif moyen était de 46 personnes dont 36 hommes et de 10 femmes.

- **Importance de la sous-traitance :**

La société a recours à la sous-traitance dans l'exécution des projets en appoint des ressources internes disponibles dans la société ou dans le Groupe.

Il est également fait appel à certaines compétences non présentes dans le Groupe sous forme de sous-traitance générale.

- **Impact territorial de la société en matière d'emploi et de développement régional :**

La société, basée à Levallois-Perret, emploie en grande majorité des salariés résidant en Ile de France.

De par leurs très faibles effectifs, les filiales étrangères de Dalet ont un impact négligeable sur le développement régional et les populations locales.

2.18. Relations Dirigeants / actionnaires avec la société

2.18.1. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale ou chez un client ou un fournisseur de l'émetteur

Voir paragraphe 2.16.1.

2.18.2. Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction et de surveillance

Voir Rapport Spécial des commissaires aux comptes.

2.18.3. Prêts et garanties, accordés ou constitués en faveur des organes d'administration, de direction et de surveillance

Néant.

2.18.4. Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

Néant.

2.19. Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE)

Néant.

2.20. Intégration dans le présent rapport des éléments requis par l'article L 225-100-3 du code de commerce et susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Néant.

2.21. Structure du capital de la société

Voir table de capitalisation dans le présent rapport § 2.15.1.

2.22. Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11

Néant.

2.23. Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12

Néant.

2.24. Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

Néant.

2.25. Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Néant.

2.26. Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Néant.

2.27. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société

Les statuts de la société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société anonyme.

2.28. Pouvoirs du conseil d'administration, liés en particulier à l'émission ou au rachat d'action

Voir Annexe 2.

2.29. Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts

Néant.

3 Rapport social et environnemental

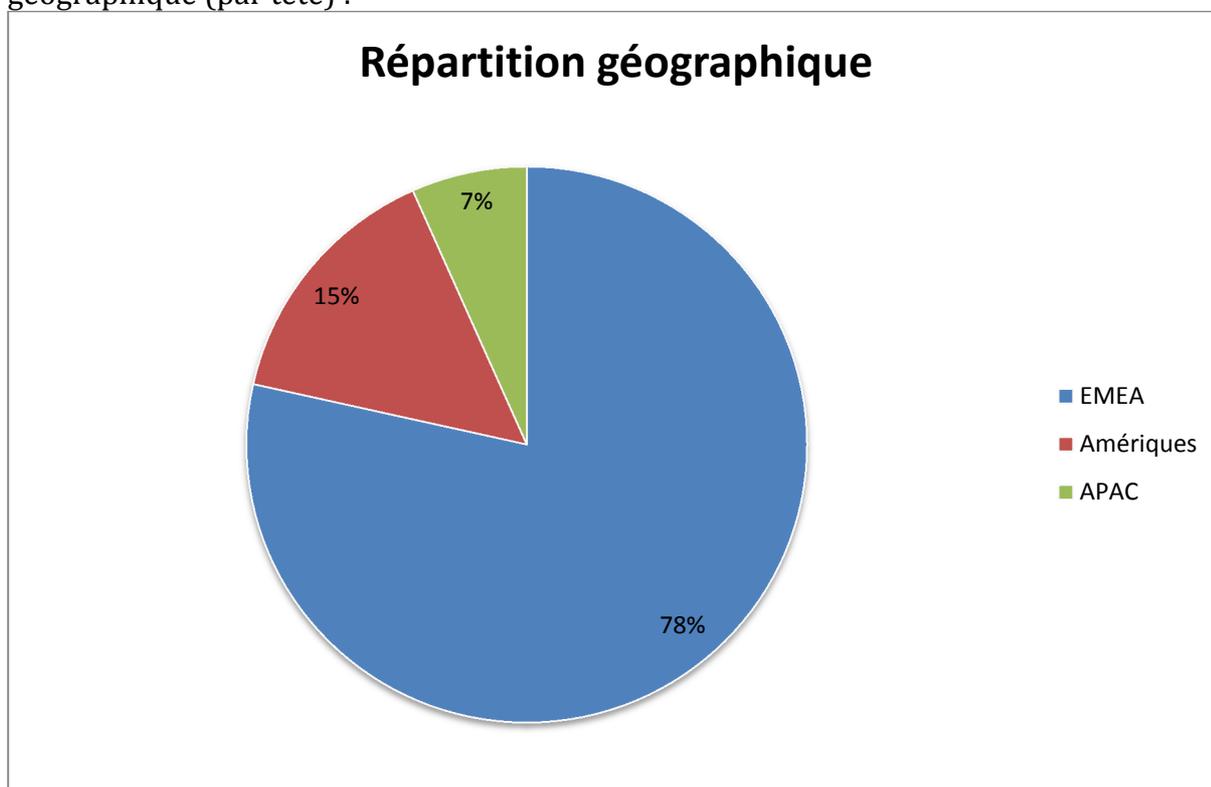
3.1 Informations sociales

3.1.1 Emploi

3.1.1.1 Effectif total et répartition des salariés par sexe, par âge et par zones géographiques

Au 31/12/2016, le nombre de salariés présents dans le Groupe est de 330.
Le nombre moyen de salariés équivalent temps plein en 2016 dans le Groupe est de 317 personnes contre 308 en 2015.

Voici la répartition des salariés présents au 31/12/2016 par sexe, par âge et par zone géographique (par tête) :

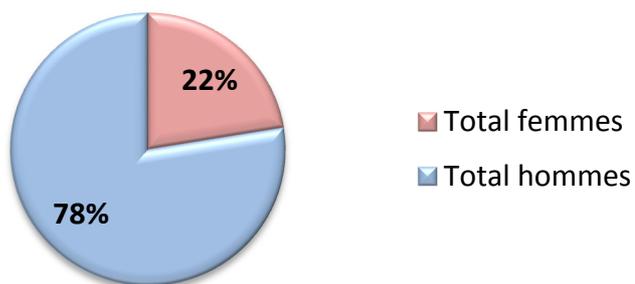


EMEA : Europe, Moyen Orient, Afrique, Russie

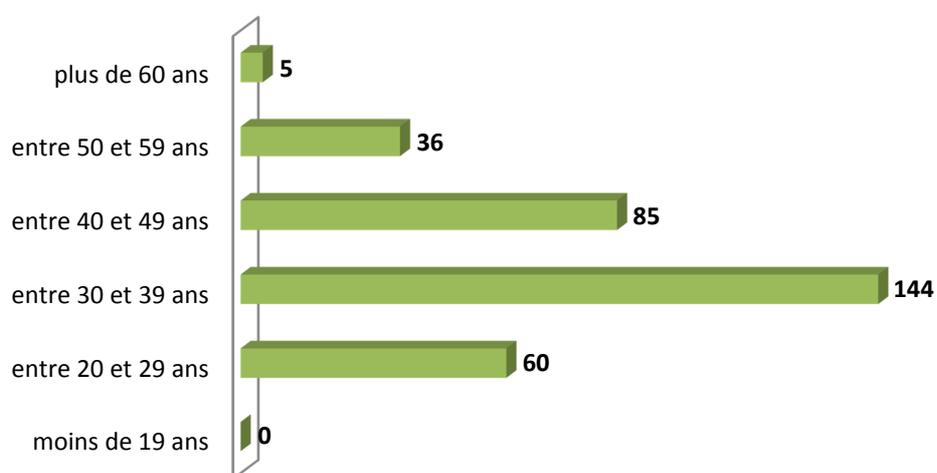
Amériques : Canada, Etats-Unis et Amérique latine

APAC : Asie Pacifique

Répartition par sexe



Répartition par âge



3.1.1.2 Embauches et licenciements

En 2016, tous contrats confondus, le Groupe a enregistré 58 nouvelles entrées (signatures de contrats) et 58 terminaisons de contrats (contre 91 entrées et 63 sorties en 2015). Les mouvements intra-groupe sont également comptabilisés dans ces chiffres.

En 2016, il y a eu 2 licenciements au sein du Groupe.

3.1.1.3 Rémunérations et leur évolution

Le Groupe applique des évolutions de salaires individualisées.

En 2016, la masse salariale a augmenté de 5,6 % par rapport à 9,4 % en 2015.

3.1.2 Organisation du travail

3.1.2.1 Organisation du temps de travail

Le temps de travail est organisé différemment dans les différentes structures au sein du Groupe DALET et chacune respecte les règles locales en vigueur.

Au sein de Dalet SA, la durée effective du temps de travail hebdomadaire est de 35 heures. Les salariés disposent de 13 RTT par an.

Certaines personnes sont amenées à travailler en horaires décalés ou à faire des astreintes le soir ou le week-end. Ces aménagements font l'objet d'une mention dans le contrat de travail (horaires décalés) et d'une note de service (pour les astreintes). Le calendrier des astreintes est organisé au mois le mois selon les disponibilités de chacun et est diffusé au sein de l'équipe Astreintes chaque début de mois.

Dans notre Centre R&D, une semaine de travail comporte 5 jours travaillés avec 8,6 heures de travail par jour, soit une semaine de 43 heures.

Les heures sont comptabilisées grâce à un système électronique et sont reportées sur les fiches de paie conformément à la loi en vigueur.

3.1.2.2 Absentéisme

En 2016, pour Dalet SA, ce taux est de 3,55 % contre 5,09 % en 2015. Un arrêt très longue maladie (plus de 6 mois) est toujours en cours.

En 2016, pour Dalet SA et ses petites filiales, le taux d'absentéisme est de 2,19 %. Ce taux couvre 26,47 % des effectifs.

Cette donnée n'est pas disponible pour 2015.

3.1.3 Relations sociales

3.1.3.1 Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci.

Le Groupe pratique un dialogue direct au sein des équipes localement et avec la Direction.

Les salariés de DALET SA ont renoncé à la mise en place d'institutions représentatives du personnel.

Des élections ont été organisées fin 2014 et ont abouti à la rédaction d'un nouveau PV de carence en janvier 2015. En 2016, aucune nouvelle procédure n'a eu lieu.

3.1.3.2 Bilan des accords collectifs

Au sein de DALET SA, les salariés bénéficient d'un accord d'intéressement renouvelé le 26 juin 2013 et d'un plan d'épargne inter-entreprises (PEI).

3.1.4 Santé et sécurité

3.1.4.1 Conditions de santé et de sécurité au travail

Relevant d'un effectif global inférieur à celui prévu par la réglementation, DALET SA n'a pas constitué de comité d'hygiène et de sécurité. Toutefois, Dalet SA, ainsi que ses filiales respectes les lois locales en vigueur en matière de santé et de sécurité au travail, notamment les dispositions du Code du travail applicables aux immeubles de bureaux.

Par ailleurs, les locaux de Dalet SA ont été aménagés de telle sorte que les espaces de travail soient confortables..

3.1.4.2 Bilan accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

Il n'y a pas d'accords signés au sein du Groupe.

3.1.4.3 Accidents du travail, fréquence et gravité, ainsi que les maladies professionnelles

DALET SA, ses petites filiales, Dalet Italy, DDMS Inc. et Dalet AmberFin n'ont pas été confrontées à des problèmes d'accident du travail ou de maladie professionnelle en 2016. Nous ne sommes pas en mesure de répondre pour le Centre R&D.

Pour pallier des difficultés éventuelles de personnel en déplacement à l'étranger, une assurance rapatriement couvre les salariés de DALET SA et de ses petites filiales.

3.1.5 Formation

3.1.5.1 Politiques mises en œuvre en matière de formation

Tout nouveau salarié technique suit une semaine de formation dédiée aux produits et au rôle spécifique du salarié.

Plusieurs types de formations sont disponibles pour tous les salariés :

- 1 heure de formation sur différents sujets, habituellement concernant les produits qui sont en cours de développement.
11 séances ont ainsi eu lieu en 2016 contre 7 en 2015.
- Des sessions Webex données à différents salariés cibles du Groupe (projets, support, avant-vente, vente et produits). Chaque session est ensuite postée sur le portail de la société pour permettre aux participants de continuer à l'utiliser.
- Des vidéos de formation sont publiées chaque semaine et mises à disposition sur le portail de la société. Elles concernent des sujets très variés, de généraux à très techniques. Tous les salariés du Groupe sont invités à les regarder.

3.1.5.2 Nombre total d'heures de formation

Dans notre Centre R&D, 198 heures de formation ont été dispensées en 2016 dans le cadre

des formations « 1 heure » contre 130 en 2015. Ces heures ont concerné 84 personnes en 2016.

Des sessions WEBEX ont eu lieu en 2016 mais leur nombre n'a pas été répertorié.

Les vidéos de formation ont remporté un grand succès en 2016. La durée cumulée de lectures est supérieure à 24 jours. La durée moyenne de lecture d'une vidéo est de presque 12 mn.

2970 vidéos ont été regardées en 2016. Des statistiques précises permettent aux auteurs de suivre la popularité de leurs contenus et de vraiment adapter l'offre à la demande.

Ces chiffres ne tiennent pas compte des formations pour les nouveaux salariés..

3.1.6 Egalité de traitement

3.1.6.1 Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Le Groupe est particulièrement attentif au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes, bien qu'il ne dispose pas d'une politique particulière.

Par exemple, en matière d'égalité salariale, à l'embauche, les salaires sont définis selon les formations suivies.

Le pourcentage de candidatures reçues sur notre adresse générale est de l'ordre de 80 % envoyées par des hommes et 20 % par des femmes. Cette répartition se reflète d'ailleurs dans la répartition hommes-femmes au sein du Groupe (78% - 22%).

3.1.6.2 Mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

Le Groupe veille à ce que les discriminations envers les personnes ayant un handicap ne se produisent pas en son sein. A ce titre, par exemple, le Groupe emploie trois personnes ayant un handicap en Italie et en France. Lorsque, la condition du salarié le nécessite, des aménagements de poste sont réalisés afin de lui permettre de travailler dans un environnement de travail adapté. En Italie, deux salariés en situation de handicap bénéficient de cette politique.

3.1.6.3 Politique de lutte contre les discriminations

Le Groupe n'a pas adopté de charte ou de code éthique général, mais il veille à ce que des pratiques discriminantes ne se produisent pas en son sein.

Sur le site internet du Groupe, la rubrique Offres d'emploi indique clairement que toutes les candidatures recevront la même attention, sans distinction de race, couleur, religion, sexe, nationalité, handicap ou âge.

Spécifiquement pour les Etats-Unis, il existe un document « Equal opportunity, inappropriate behaviour, workplace harassment » traitant notamment de l'égalité des chances, des comportements inappropriés et du harcèlement.

En France, nous disposons d'un « Règlement Intérieur » à destination des salariés qui indique la politique interne en matière de harcèlement sexuel et moral.

3.1.7 Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relatives

3.1.7.1 Au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective

Le Groupe est attentif au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective.

3.1.7.2 A l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession

Le Groupe est attentif à écarter toute pratique qui donnerait lieu à une éventuelle discrimination en matière d'emploi et de profession.

3.1.7.3 A l'élimination du travail forcé ou obligatoire

Aucune démarche spécifique n'a été mise en place parce que le risque est très limité : le Groupe développe ses activités principalement dans les pays de l'OCDE où cette réglementation est respectée.

3.1.7.4 A l'abolition effective du travail des enfants

Aucune démarche spécifique n'a été mise en place parce que le risque est très limité : le Groupe développe ses activités principalement dans les pays de l'OCDE où cette réglementation est respectée.

3.2 Informations environnementales

3.2.1 Politique générale en matière environnementale

3.2.1.1 Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation et de certification en matière d'environnement

Le Groupe DALET est très sensible aux questions environnementales.

Dans le cadre de ses activités, de nombreux déplacements de collaborateurs sont nécessaires tout au long de l'année et le poste « déplacement » est un poste à coût très élevé pour le Groupe. Cependant, chaque fois que c'est possible, des conférences téléphoniques ou des conférences vidéo sont organisées. Skype est un outil utilisé quotidiennement dans l'entreprise.

Du fait de son implantation internationale, l'essentiel des axes de progrès du Groupe concerne la limitation des déplacements.

En 2016, Dalet SA a constaté une nouvelle baisse de 8 % de ses coûts de déplacements par rapport à 2015, après une baisse de 23 % de 2015 par rapport à 2014. Ces coûts concernent les salariés français et les salariés espagnols.

DALET SA utilise les services d'une agence de voyage en ligne qui permet l'établissement de statistiques en matière d'impact carbone.

Notre Centre R&D est installé dans un bâtiment « vert » de 2013 répondant à la certification « Leed ».

3.2.1.2 Actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

Dans les bureaux de Dalet SA, des affiches sensibilisent les salariés à la consommation de papier et des gobelets plastiques, ainsi qu'à celle d'électricité. Les salariés sont encouragés à éteindre tous les équipements dont ils n'ont pas usage.

3.2.1.3 Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

Au regard de la nature des activités du Groupe, les risques susceptibles d'affecter l'environnement de façon importante sont non significatifs. De ce fait, le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement est nul.

3.2.2 Pollution et gestion des déchets

3.2.2.1 Mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

Le Groupe est sensible à la question du recyclage et selon les filiales a mis en place une politique concernant :

- Le matériel informatique/électronique :
 - o des contrats permettent le ramassage d'un carton de collecte de tous ces matériels en fin de vie (DALET SA) : avec la société CONIBI (DALET SA) et les sociétés CAUTO et DAIKI Group (Dalet Italy)
 - o un contrat existe également pour le Centre R&D avec la société de recyclage Ecommunity de tous les matériels informatiques ;
- Les cartouches d'encre : ramassées également par la société CONIBI (DALET SA), recyclées grâce à une collecte générale dans le bâtiment (Dalet AmberFin) ou reprises par la société qui loue le photocopieur (DDMS Inc.)
- Le papier/carton : par l'installation d'une poubelle adéquate à côté de l'imprimante principale (Dalet SA, Dalet Italy, Dalet AmberFin et DDMS Inc.)
- Les capsules Nespresso : collectées en vue du recyclage (Dalet SA) ou retournées à Nespresso pour recyclage (Dalet AmberFin).

En France, la société CONIBI affiche une véritable politique responsable vis-à-vis de l'environnement. Elle recycle, récupère et revalorise les matières premières des matériels collectés.

3.2.3 Utilisation durable des ressources

3.2.3.1 Consommation d'eau et approvisionnement en eau fonction des contraintes locales

L'eau consommée concerne uniquement des activités de bureau. Elle n'est donc pas une donnée pertinente au regard de notre activité.

3.2.3.2 Consommation de matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

Les principales implantations du Groupe sont équipées d'imprimantes/scanners performantes et permettent de scanner une majorité de documents et de les archiver de façon électronique. Cela permet donc une économie de papier.

3.2.3.3 Consommation d'énergie, mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

La société équipe la plupart de ses collaborateurs avec des ordinateurs portables, moins consommateurs d'énergie que les stations.

Pour Dalet SA, l'énergie consommée est l'électricité, qui représente la consommation de nos bureaux.

Pour Dalet AmberFin, l'éclairage des bureaux est activé par un détecteur de mouvement. Les lumières s'éteignent donc automatiquement dans les bureaux vides.

Sur 2016, la consommation de DALET SA a été de 76 984 kWh contre 89 346 kWh en 2015.

Dans notre Centre R&D, en 2016, la consommation a été de 508 301 kWh contre 506 737 kWh en 2015.

3.2.4 Changement climatique

3.2.4.1 Rejets de gaz à effet de serre

En France, pour DALET SA, les émissions de GES liées à la consommation d'électricité de 2016 s'élèvent à 3,7 T éq.CO2 contre 4,2 T éq.CO2 en 2015.

Pour notre Centre R&D, ces émissions en 2016 s'élèvent à 393,4 T éq.CO2 contre 392,2 T éq.CO2 en 2015.

3.2.4.2 Adaptation aux conséquences du changement climatique

Le Groupe ne possède que des bureaux en centre-ville et se trouve donc peu exposé aux conséquences du réchauffement climatique.

3.3 Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

3.3.1 Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

3.3.1.1 En matière d'emploi et de développement régional, sur les populations riveraines ou locales

La mobilité intra-groupe est importante mais la société s'efforce également de recruter des salariés localement, comme c'est aujourd'hui le cas en Australie, en Inde ou en Corée par exemple.

3.3.2 Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines

3.3.2.1 Conditions de dialogue avec ces personnes ou organisations

Le Groupe est attentif et à l'écoute de ses clients. Par exemple, un « Executive Breakfast » est organisé deux fois par an, lors des Salons NAB et IBC et permet échanges et dialogues.

Pour son activité à l'export, le Groupe fait très souvent appel à des VIE (Volontaire International en Entreprise) et travaille en étroite collaboration avec BUSINESSFRANCE. En 2016, le Groupe a pu compter sur la collaboration de 23 VIE, contre 27 en 2015.

3.3.2.2 Actions de partenariat ou de mécénat

En 2014, le Centre R&D a signé un contrat avec une société de recyclage de matériel électronique qui a également pour objectif de construire une usine spécialement adaptée aux personnes handicapées.

Par ce biais, la société contribue donc à des actions à la fois sociales et environnementales..

3.3.3 Sous-traitance et fournisseurs

3.3.3.1 Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

Nous n'avons pas mis en place de critères sociaux ou environnementaux dans notre politique achat globalement.

Cependant, le papier commandé par DALET SA et utilisé dans nos imprimantes possède différents labels comme TCF (Totally Chlorine Free), Nordic Ecolabel, EU Ecolabel et FSC.

3.3.3.2 Importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

La sous-traitance dans le Groupe concerne principalement des services d'ingénieurs. Il s'agit donc de personnes qui travaillent pour Dalet sur des missions précises en termes de territoire ou de durée. Par conséquent, l'impact environnemental est très limité.

3.3.4 Loyauté des pratiques

3.3.4.1 Actions engagées pour prévenir la corruption

De façon générale, les petites filiales possèdent des délégations restreintes ne leur permettant pas de prendre d'engagement au nom du Groupe. Par exemple, tous les gros contrats sont signés par la Direction Générale du Groupe. De ce fait le contrôle interne est centralisé au niveau de la Direction Générale du Groupe.

Il ne nous est pas remonté de problème touchant à des faits de corruption.

3.3.4.2 Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs

Une réflexion a été menée en 2014 et 2015 sur la sécurité des données. Une Charte d'engagement à destination des salariés est en cours d'élaboration.

3.3.5 Autres actions engagées en faveur des Droits de l'Homme

3.3.5.1 Autres actions engagées en faveur des droits de l'homme

Le Groupe veille à respecter les lois en matière de travail dans tous les pays où il est implanté et travaille en étroite collaboration avec des partenaires locaux pour établir les contrats de travail et/ou la paie de façon à assurer le respect des lois locales en vigueur.

3.4 Note méthodologique

Périmètre de reporting

Le Groupe représente le périmètre le plus large, il inclut toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation.

« Dalet SA et ses petites filiales » regroupe les sociétés et bureau suivants dont l'administration est centralisée chez Dalet SA :

- La maison mère Dalet SA
- Dalet Ltd
- Dalet Sistemas Espana S.A.
- Dalet Australia PTY Ltd
- Dalet Systems Asia Pte Ltd
- Dalet Moscova
- Dalet Korea
- Dalet GmbH

Les filiales suivantes, plus importantes en taille, possèdent une gestion administrative autonome :

- Dalet Italy
- DDMS Inc.
- Gefen Technology
- AmberFin Ltd.

Le Groupe comprend Dalet SA et ses petites filiales, ainsi que Dalet Italy, DDMS Inc. Gefen Technology, et AmberFin Ltd.

Le périmètre de reporting varie selon les indicateurs. Sauf mention contraire dans l'indicateur concerné, le périmètre de reporting est celui du Groupe.

Comptabilisation des effectifs

Ont été comptabilisés tous les personnels répondant aux critères de salariés du Groupe, c'est-à-dire les titulaires d'un contrat de travail (CDD ou CDI) avec le Groupe au sens du droit local applicable.

Les effectifs sont comptabilisés selon deux mesures :

- FTE (full time equivalent = équivalent temps plein) : recense le temps de travail effectif des personnels ayant un contrat de travail en vigueur entre le 01/01/2016 et le 31/12/2016. Un prorata est appliqué pour les salariés à temps partiel, pour lesquels le contrat est suspendu ou qui ne sont pas en travail effectif (dans la pratique, principalement les congés maternité),
- Le décompte par « tête » : recense les personnels ayant un contrat de travail en vigueur à une date donnée sans tenir compte du temps de travail.

Les VIE ne sont pas titulaires d'un contrat de travail, ils sont recensés mais ne font pas partie des effectifs salariés.

Les Stagiaires sont titulaires d'une convention de stage tripartite (le stagiaire, la société

et l'école). Ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs salariés.

Les Sous-traitants sont des personnels pour lesquels le contrat précise la nature de « sous-traitant » et exclut la conclusion d'un contrat de travail. Ils ne sont pas comptabilisés dans les effectifs salariés.

Les répartitions hommes/femmes, par âge et par localisations géographiques ont été faites sur la base du décompte par « tête » au 31/12/2016.

Le calcul des entrées/sorties a été fait en prenant en compte les contrats CDD et CDI. Le passage d'un CDD en CDI dans la même société ne compte pas comme une entrée et une sortie.

Taux d'absentéisme :

Pour l'absentéisme sont comptés les jours maladie, les jours de congés exceptionnels (pour évènements exceptionnels tels que mariage, paternité, décès, etc.) et les congés sans solde. Le calcul est fait en rapportant le nombre de ces jours au nombre de jours ouvrés où les salariés peuvent travailler et ne sont pas en congés payés.

Consommation d'énergie :

Pour Dalet SA, les consommations d'électricité rapportées concernent la période Novembre 2015 à Octobre 2016.

Pour le Centre R&D, les consommations d'électricité concernent l'année civile 2016.

Rejets des gaz à effet de serre :

La source utilisée pour ce calcul provient du fichier du Bilan Carbone de l'ADEME version 7.1.

En ce qui concerne les émissions de CO2 liés aux déplacements, nous travaillons à fiabiliser les données de déplacements avec notre prestataire de voyage afin de publier une donnée fiable à l'exercice prochain.

Indicateurs non pertinents au regard de notre activité :

- Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions
- Mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement
- Prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité
- Utilisation des sols
- L'adaptation aux conséquences du changement climatique
- Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité
- La lutte contre le gaspillage alimentaire

Variation de périmètre

Une variation de périmètre importante est intervenue en 2014 avec l'acquisition de la société AmberFin Ltd et sa trentaine de salariés.

Période de reporting

L'ensemble des informations fournies dans le reporting RSE du Groupe couvre une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2016 (à l'exception de la consommation d'énergie et des émissions de GES liées qui sont sur une année glissante). Les informations 2015, lorsque disponibles, sont fournies afin de permettre une comparabilité des données.

Vérification par un organisme tiers indépendant

La présence et la fiabilité des informations requises par l'article R225-105-1 du Code de Commerce ont été vérifiées par le Commissaire aux Comptes mandaté par la société, le cabinet Grant Thornton. Son attestation et son avis sont joints au présent rapport, en annexe du Rapport Financier. Ils détaillent les travaux réalisés par le Commissaire aux Comptes ainsi que ses observations et conclusions.

Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Dalet

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant de la société **DALET**, accrédité par le COFRAC sous le numéro n° 3-10801, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2016, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément au référentiel utilisé par la société (ci-après le « Référentiel »), disponibles sur demande au siège de la société et dont un résumé figure dans le chapitre intitulé « Rapport social et environnemental » du rapport de gestion.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11-3 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de

¹ dont la portée d'accréditation est disponible sur le site www.cofrac.fr

manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de trois personnes et se sont déroulés en avril 2017 sur une durée totale d'intervention d'environ cinq semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000², ainsi qu'à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

² ISAE 3000 – *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans le chapitre intitulé « Rapport social et environnemental » du rapport de gestion.

Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené deux entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes³ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités⁴ que nous avons sélectionnées en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente 48 % des effectifs considérés comme grandeur caractéristique du volet social, et 100% des données environnementales considérées comme grandeurs caractéristiques du volet environnemental.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques professionnelles.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

³ **Informations quantitatives sociales** : effectifs et répartition par âge, sexe et zone géographique; embauches ; départs ; accidents du travail, fréquence et gravité ; maladies professionnelles ; nombre total d'heures de formation.

Informations quantitatives environnementales : consommation d'énergie ; rejets de gaz à effet de serre associés à la consommation d'électricité et aux déplacements.

Informations qualitatives : politiques mises en œuvre en matière de formation ; politiques de lutte contre les pratiques discriminantes ; mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets.

⁴ Dalet S.A. et Gefen Technology

Conclusion

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées de manière sincère conformément au Référentiel.

Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2017

L'Organisme Tiers Indépendant
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International

Natascha Vignaux
Associé

4. Proposition de renouvellement ou d'autorisation de délégations au Conseil d'Administration

Nous vous renvoyons pour ces résolutions, qu'elles soient ordinaires ou extraordinaires au rapport spécial prévu à cet effet.

ooo ooo ooo

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toutes les explications complémentaires que vous pourriez désirer.

En cas d'accord de votre part, nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont présentées.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Annexe 1 : Tableau des 5 derniers exercices

	2012	2013	2014	2015	2016
Capital en fin d'exercice					
Capital social	7.130.474	7.187.360	7.187.360	7.187.360	7.187.360
Nombre d'actions ordinaires	3.565.237	3.593.680	3.593.680	3.593.680	3.593.680
Nombre maximum d'actions à créer :					
▪ Par droit de souscription	179.361	39.591	3.952	292.473	291.802
▪ Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires hors taxes	22.308.280	24.595.646	25.615.095	23.848.249	27.597.136
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	1.956.537	1.928.614	1.286.349	1.450.832	2.235.221
Impôts sur les bénéfices	-667.941	-638.086	-586.915	-629.330	-618.458
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	423.139	401.133	656.013	-1.106.104	-824.133
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	+0.736	+0.714	+0.521	+0.579	+0.794
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	+0.119	+0.112	+0.183	-0.308	-0.229
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	48	51	46	44	47
Montant de la masse salariale	3.327.971	3.611.914	3.221.840	3.131.528	3.502.404
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. oeuvres sociales)	1.612.936	2.028.817	1.487.480	1.410.161	1.451.299

Annexe 2 : Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titre de capital et de créance en cours de validité et niveau de leur utilisation.

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions</i>	30 juin 2014	30 août 2017	300.000 actions	Néant	300.000 actions
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec maintien du droit préférentiel de souscription</i>	29 juin 2016	29 août 2018	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription et par offre au public</i>	29 juin 2016	29 août 2018	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription et par placement privé</i>	29 juin 2016	29 août 2018	20 % du capital social	Néant	20 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission de titres complémentaires dans le cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription</i>	29 juin 2016	29 août 2018	15 % de l'émission initiale	Néant	15 % de l'émission initiale
<i>Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10 % du capital de la société en vu de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital</i>	29 juin 2016	29 août 2018	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation donnée au conseil à l'effet de procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ou de son groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre</i>	30 juin 2014	30 août 2017	5 % du capital social	3.000	4,91 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de créer toutes actions ou valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription, donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la société</i>	29 juin 2016	29 décembre 2017	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie de ses propres actions</i>	29 juin 2016	29 décembre 2017	10 % du capital social	Néant	10 % du capital social
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise</i>	29 juin 2016	29 août 2018	5.000.000 €	Néant	5.000.000 €

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Autorisation au Conseil d'Administration d'utiliser les délégations d'augmentation et de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société</i>	29 juin 2016	29 août 2018	10 % du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil de l'effet d'augmenter le capital en faveur des salariés de la société ou des sociétés de son groupe, adhérant à un plan d'épargne d'entreprise</i>	29 juin 2016	29 août 2018	10 % du capital social		
<i>autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'attribuer gratuitement des actions de préférence aux membres du personnel salarié et/ou à certains mandataires sociaux</i>	30 juin 2014	30 août 2017	5 % du capital social	3.000 actions de type B	176.684 actions

Annexe 3 Tableau relatif à la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes

Effectué au titre de l'article 221-1-2 du
Règlement Général de L'Autorité des Marchés Financiers

* * *

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Thierry YOUNES			
		2016		2015		2016		2015	
		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	61.0	70%	61.0	74%	44.0	100 %	44.0	100 %
	Filiales intégrées globalement	26.1	30%	21.6	26%	néant	-	néant	-
Missions accessoires	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	néant	-	néant	100 %
<i>Sous total</i>		87.1	100%	82.6	100%	44.0	100%	44.0	100%
Autres prestations le cas échéant	Emetteur	néant	-	néant	-	néant	-	néant	-
	Filiales intégrées globalement	4.9	100%	24.6	100%	néant	-	néant	-
<i>Sous total</i>		4.9	100%	24.6	100%	néant	-	néant	-
Total		92.0	100 %	107.2	100 %	44.0	100 %	44.0	100 %

* * *